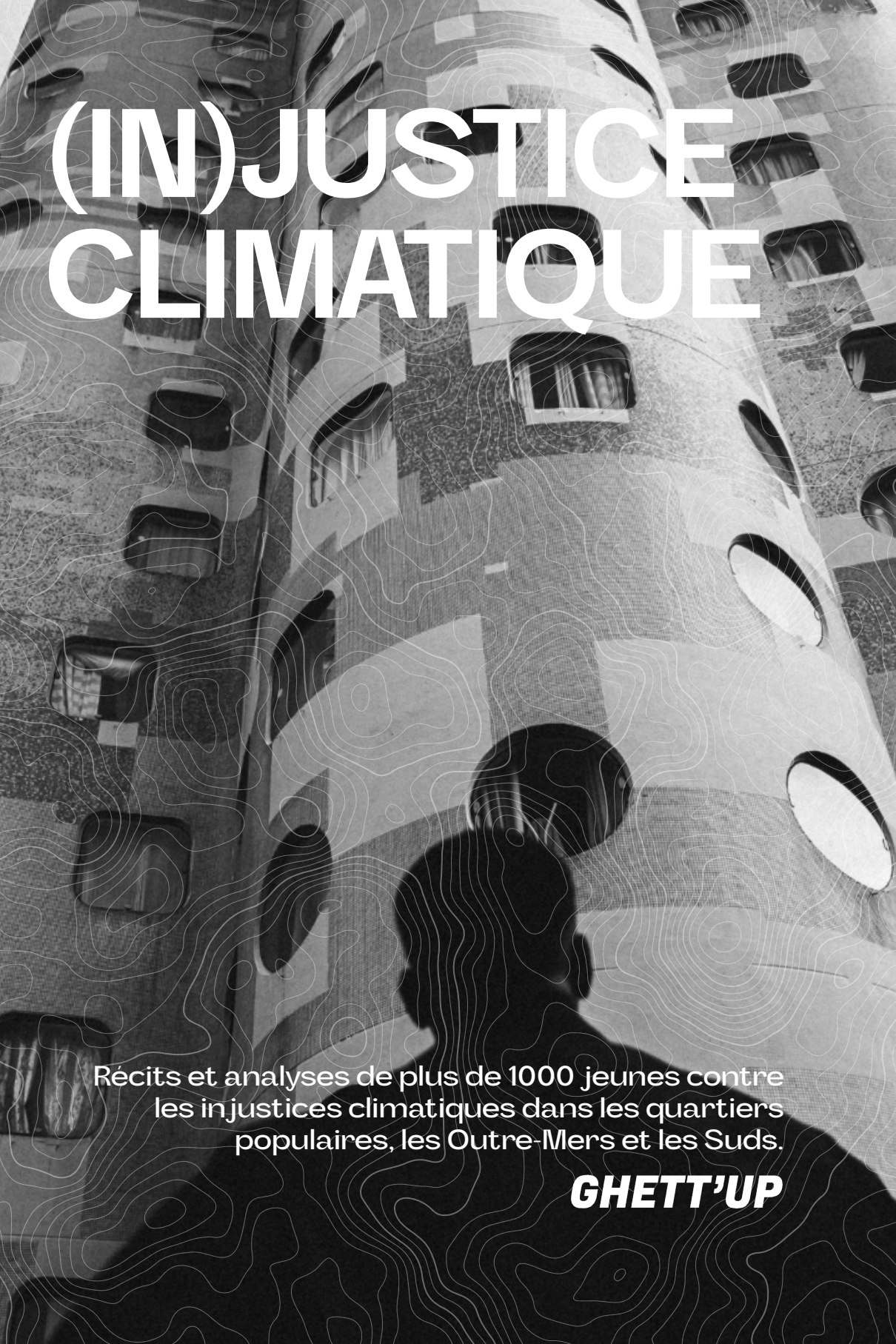


(IN)JUSTICE CLIMATIQUE

Récits et analyses de plus de 1000 jeunes contre les injustices climatiques dans les quartiers populaires, les Outre-Mers et les Suds.

GHETT'UP

(IN) JUSTICE CLIMATIQUE

Conception graphique et mise en page : Sophia Aroui
Illustrations : Girl in Yellow
ISBN : 978-2-9596227-0-0
© Ghett'Up, Saint-Denis, 2024

TABLE DES MATIÈRES

6 Remerciements

8 Préface de Yamina Saheb

10 Avant-propos

14 Genèse et méthodologie

16 I. L'injustice climatique, à la croisée des inégalités

17 A. Petit état des lieux du changement climatique et ses dangers

24 B. Les quatres principes fondamentaux de l'inégalité climatique

36 C. Le racisme environnemental : quand racisme et catastrophes environnementales se mêlent

42 D. Une sous-représentation systémique, qui limite l'adhésion et renforce

51 II. L'écologie doit s'enraciner dans nos voix.es

52 A. Quatre voix, quatre exemples de projets écologiques ancrés localement

55 B. Où sont nos Gretas? L'évidente nécessité de renouveler la représentation dans les médias

58 C. Le rôle central de Nos Daron.ne.s, une expertise héritée

67 D. Du quartier au pays, l'attachement à la terre

73 III. Comment penser notre action?

75 A. Des ours polaires aux pannes de RER: l'urgence d'une écologie ancrée dans le quotidien des citoyens les plus impactés par l'injustice climatique

83 B. La responsabilité des décideurs et de l'écologie mainsteam

85 C. Investir dans notre pouvoir d'agir

88 Conclusion

98 Annexes

99 A. Bibliographie sélective

100 B. Lettre type à envoyer aux députés, élus, responsables politiques

101 C. Méthodologie d'enquête

104 D. Glossaire

NOUS SOUHAITONS DÉDIER CE RAPPORT À L'ENSEMBLE DES PARTICIPANTS À CETTE ENQUÊTE CAR SANS LEURS PRÉCIEUX TÉMOIGNAGES, CE RAPPORT N'AURAIT PAS DE RAISON D'ÊTRE.

Nos remerciements s'adressent également à chaque expert et acteur associatif, impliqué de près ou de loin dans ce rapport, que ce soit dans les interviews ou dans des entretiens annexes, tels que Manel Ben Boubaker, Olivier Marboeuf, Mamadou Dembele, Goundo Diawara, Diangou Traore, Wiam Berhouma, Sanaa Saitouli, Renda Belmallem, Kenza Talmat, Chakib Khelifi, Marwan Mohammed.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à toutes celles et ceux qui ont contribué à la réalisation de ce travail. En premier lieu, nous remercions chaleureusement nos financeurs et soutiens, notamment l'European Climate Foundation (ECF), Makesense et l'European Network Against Racism (ENAR), dont le soutien et les ressources ont été essentiels pour mener à bien ce projet.

Merci à l'université de Paris-Est Créteil pour leur confiance, avec deux invitations successives à présenter nos résultats à un panel de chercheurs, ceci bien avant la publication officielle.

A l'ensemble de l'équipe Ghett'up qui a apporté son expertise et son énergie tout au long de cette recherche. Merci à Fanny Mousset, Lucie Massé et Lina Bendjebbour pour leur participation au long de ces deux ans à la collecte d'entretiens et de consultations précieuses à ce rapport.

Enfin, nous remercions chaleureusement les rédacteurs de cet ouvrage. Ce rapport a été rédigé et piloté par Sarah-Maria Hammou sous la direction de Sophia Arouche et Inès Seddiki et préfacé par Yamina Saheb, dont les idées et le savoir ont enrichi ce travail.

Ghett'Up est une organisation fondée en 2016 en Seine Saint Denis et dédiée à la promotion de la justice sociale par le développement du pouvoir d'agir des jeunes.

Les programmes éducatifs de l'association touchent plusieurs centaines de jeunes à travers le département chaque année. Depuis 2020, l'association s'est dotée d'un pôle média et production qui vise à couvrir l'actualité à travers le prisme de la jeunesse des quartiers populaires. Il offre des contenus et des outils précieux pour déconstruire les narrations imposées aux près de 5 millions d'habitants qui font vivre les quartiers populaires de France.
En 2021, l'association crée son pôle plaidoyer pour entamer une démarche de changement structurel. Elle lance sa première campagne dans le cadre de la loi sécurité globale, et entame ensuite un travail de création et de compilation de données, plus proche des dynamiques observées après 6 ans de terrain.

En 2022, Ghett'Up inaugure le SAS, un hub de 400 m² situé à Saint-Denis. Ce lieu accueille une cinquantaine de projets et associations chaque année, ainsi que près de 3 000 visiteurs par an.

PRÉFACE DE YAMINA SAHEB

Experte du GIEC, Fondatrice du Laboratoire mondial de la sobriété

La crise climatique est une crise de la démocratie, ou plutôt des démocraties. Sa résolution ne se fera que si et seulement si nous nous réapproprions notre citoyenneté.

Ce rapport est une mine d'or. Il est riche en témoignages, données, et faits qui montrent que les jeunes des quartiers populaires essaient, à leur manière, et depuis longtemps de se réapproprier leur citoyenneté à travers la lutte contre les changements climatiques ; lutte qui part de leur vécu et des injustices qu'ils subissent au quotidien.

La démonstration faite par ce rapport sur le lien fort entre les changements climatiques et l'injustice devrait interpeller les classes dominantes, qu'elles fassent partie du mouvement écologiste ou pas. En effet, ce rapport montre que les jeunes des quartiers, loin de se désengager de la question écologique, sont en réalité déjà des acteurs de la lutte contre les changements climatiques car ce sont eux qui se battent au quotidien contre les injustices qu'ils subissent ; injustices que la crise climatique ne fait qu' accentuer.

Qu'il s'agisse de la lutte contre la pollution de l'air, de l'amélioration de la qualité des logements, de la mise à disposition de solutions pour une mobilité douce ou de l'accès à des produits issus de l'agriculture biologique et à des métiers valorisants, la transformation écologique, telle qu'elle est conçue aujourd'hui, est malheureusement plutôt exclusive qu'inclusive. Or, sans changement de cap, la crise écologique augmentera les vulnérabilités existantes et accentuera ce sentiment d'exclusion que les jeunes des quartiers populaires vivent au quotidien. Ce rapport nous interpelle sur cette exclusion et nous oblige à déconstruire notre perception des quartiers populaires.

Je salue cette initiative, qui s'inspire d'une démarche scientifique, car ce rapport est produit par les jeunes des quartiers pour les jeunes des quartiers dans le but de répondre à un besoin de cette jeunesse de s'outiller et de fédérer leurs luttes pour que chacun y trouve sa place. Cette jeunesse est héritière de Camus, elle ne se contente pas de dénoncer l'injustice climatique, elle donne sa vie pour la combattre et propose une feuille de route pour une écologie inclusive.

A NOUS DE CESSER D'ÊTRE ARROGANTS ET DE RECONNAÎTRE ENFIN LA CONTRIBUTION DE CETTE JEUNESSE À LA LUTTE CONTRE LA CRISE ÉCOLOGIQUE. NE SOYONS PAS DES OBSERVATEURS PASSIFS DES INITIATIVES DES JEUNES DES QUARTIERS POPULAIRES, SOYONS À LA HAUTEUR DE L'APPEL DE CETTE JEUNESSE À CO- CONSTRUIRE AVEC ELLE, ET NON POUR ELLE, L'ÉCOLOGIE DE DEMAIN ET À FAIRE DE LA CRISE CLIMATIQUE UNE OPPORTUNITÉ POUR UNE SOCIÉTÉ INCLUSIVE.

AVANT-PROPOS

Dans une société où les crises se succèdent et se superposent, notre jeunesse n'a d'autre choix que de se soulever face au changement climatique, aux discriminations, aux inégalités structurelles d'accès à la santé,à l'éducation et à la montée de l'extrême-droite partout en Europe et au triomphe de ses idées partout dans les médias.

Cette colère, souvent décriée voire réprimée, enclenche des mouvements de révolte — que ce rapport choisira de qualifier de soulèvements populaires plutôt que d'émeutes, en reconnaissance de leur nature profondément politique et sociale. Malgré les actions de vandalisme à la marge sur lesquelles toute l'attention est portée, il nous semble impossible de nier le message politique exprimé par l'immense majorité d'une jeunesse à bout de souffle: celui d'une volonté d'exister, de vivre dignement et de toucher du doigt l'égalité républicaine promise depuis les bancs de la maternelle.

A l'image de la convergence entre "génération Adama" et "génération climat", de nouvelles lignes de front se dessinent dans les luttes sociales et notamment dans les quartiers populaires, marquant une étape cruciale dans la longue histoire longue des mouvements sociaux. Ces jeunes héritiers d'une histoire politique, écrivent la leur en écho à la marche des Beurs ou des habitants des bidonvilles de Nanterre. Et leur engagement actuel est pétri de celui de leurs parents, formant une toile de fond riche pour une mobilisation contemporaine.

En août 2003, une importante manifestation altermondialiste nommée "Larzac 2003" a regroupé des dizaines de milliers de personnes sur le Larzac, près de Millau en France, pour les trente ans du premier rassemblement de 1973 de la lutte du Larzac. Une date symbolique qui correspondait au 30e anniversaire d'une grande mobilisation de soutien à 103 paysans du Larzac opposés à l'expropriation de leurs terres pour l'extension du camp militaire avoisinant. A cette occasion, le militant Tarek Kawthari représentait le MIB (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues) s'exprimait déjà sur le sentiment de relégation des quartiers populaires dans le mouvement :

> Moi j'ai bien entendu le confrère de la confédération paysanne qui dit qu'il faut des convergences mais des convergences à quel prix? Nous, nous ne ferons pas de convergence au prix de notre reniement. Nous ne ferons pas de convergence au prix du reniement de notre histoire. Notre histoire, c'est quoi ? Notre histoire, c'est aussi l'histoire de nos parents, c'est l'histoire du colonialisme. C'est l'histoire de gens qui se sont arrogés le droit de penser qu'ils étaient supérieurs aux autres. (...) Et c'est ce qu'ils ont fait ! La France, l'Angleterre et les autres, pendant des décennies et des décennies. Cette histoire n'est pas finie. Parce qu'il en reste des traces, beaucoup de traces. A droite et à gauche. Il y a une droite patronale mais y a une gauche coloniale. La gauche coloniale elle va de Jules Ferry à Guy Mollet à aujourd'hui des gens qui disent "oui mais la colonisation c'était quoi ? il y a eu des massacres des deux côtés. Et d'un autre côté on a construit des routes. (...) Nous, on dit qu'on ne peut pas converger si nous on n'est pas debout. On ne peut pas converger si on n'est pas à égalité. C'est l'égalité ou rien. (...) Pourquoi il n'y a pas de convergences avec les quartiers populaires ? Pourquoi ils ne viennent pas nous voir ? Pourquoi ils ne viennent pas parler avec les parents ? Pourquoi ils nous oublient ? Pourquoi on est capables de se réunir à 80 000 ou 100 000 à Gênes, à Porto Alegre, partout et pourquoi il y a des difficultés d'aller du 20ème à Mantes-la-Jolie, ou Dammarie-les-Lys ou Vaulx-en-Velin ? Pourquoi ?
>
> *Tarek Kawthari*

Cette nouvelle génération doit affronter conjointement une histoire trop lourde pour leurs épaules mais aussi de nouveaux défis qui s'imbriquent et se superposent. Les Jeux Olympiques de 2024 comme les travaux du Grand Paris Express[1] cristallisent parfaitement cette juxtaposition. Expropriations[2], hausse des loyers, bulldozers effaçant des générations de mémoire collective se mêlent aux enjeux écologiques et de surveillance. Cette réalité qui lie justice sociale, lutte contre le racisme et justice climatique, nous la nommons "Injustice climatique", comme formulé par l'un des participants aux groupes de paroles.

Plus précisément, parlons des "aspirateurs à pollution" installés au cœur du village olympique. Destinés à offrir un air plus sain aux 14.500 athlètes et à leurs équipes au sein du village olympique, ce dispositif fait émerger un constat frappant : l'accès à un air sain semble réservé à une élite de passage, alors que les résidents continuent et continueront de respirer quotidiennement, sans aucune mesure de protection mise en place par l'Etat, un air extrêmement pollué vicié par la proximité des grandes artères routières. Pendant ce temps, un nouvel échangeur autoroutier destiné spécifiquement à desservir le village olympique, est construit à proximité immédiate d'un groupe scolaire accueillant 700 jeunes élèves. Cet échangeur, contrairement aux aspirateurs, a lui vocation à y rester.

1. Les Naufragés du Grand Paris Express par Anne Clerval et Laura Wojcik, publié en 2024 par La Découverte, examine les impacts sociaux du développement du Grand Paris Express, notamment les expropriations et les déplacements de résidents dans les quartiers populaires franciliens.

2. "En détruisant cette zone, on détruit de l'emploi local" : en Seine-Saint-Denis, des riverains expropriés en vue des JO 2024. Boris Loumagne pour FrancetvInfo. Mars 2019

Dans ce rapport, nous souhaitons démontrer que l'écologie ne doit pas être un privilège, mais un droit universel. Nous, dans les quartiers populaires et les territoires d'outre mer, avons besoin de l'écologie. Mais ce rapport vise à montrer également que l'écologie a aussi besoin de nous, de chaque voix et en particulier celles des quartiers populaires.
Ce travail a vocation à s'éloigner des travaux sociologiques mainstream sur les quartiers, car nous ne documentons pas pour les autres, mais d'abord pour nous. Pour nous outiller, déconstruire nos barrières limitantes et nous organiser pour plus de justice, pour tous et prendre notre place dans ce combat.

Ce rapport de recherche en trois parties, réalisé avec rigueur scientifique et s'inspirant du protocole de recherche du GIEC[3], commence par articuler justice sociale, justice climatique ainsi que les rouages historiques qui forment aujourd'hui notre concept d'injustice climatique.
Face à ce constat, le deuxième chapitre met en lumière le potentiel de changement que porte en elle la jeunesse des quartiers populaires héritière de l'immigration, qu'elle en soit issue ou non.
Enfin, dans le but de poser les bases d'une écologie qui reflète en son sein les différents enjeux qui la traversent, il s'agira d'imaginer à quoi ressemble l'écologie de demain, une écologie politique, fédératrice et motrice de changement.

3. Méthodologie à consulter sur le site web du GIEC https://www.ipcc.ch/

COMMENT EST-IL POSSIBLE QUE DANS LA QUÊTE D'UN FUTUR PLUS JUSTE, PLUS VERT, CERTAINS SOIENT LAISSÉS AU BORD DE LA ROUTE ? ET POURQUOI, EN RÉALITÉ, L'AVENIR DE L'ÉCOLOGIE NE PEUT SE PENSER **SANS LES QUARTIERS POPULAIRES ?**

UNE ENQUÊTE DE DEUX ANS AUTOUR DE LA QUESTION CLIMATIQUE

Un travail entamé en 2015

Lors de la présidence française de la COP21, Paris a vécu au rythme des négociations de la COP. Eros Sana, activiste Sarcellois (Val d'Oise) alors chargé de mobilisation pour l'ONG 350.org, nous sollicite pour participer à de nombreux évènements autour de la justice climatique en marge de la COP. Nous y rencontrons Kali Akuno, fondateur de Coopération Jackson, une coopérative agricole motrice de droits civiques, un tournant dans notre conception de l'écologie. A la création du pôle recherche et plaidoyer chez Ghett'up, notre premier rapport sera alors dédié à la justice climatique, en collaboration avec makesense. "Pour une transition juste, par et pour tous·tes les jeunes" est publié en novembre 2022.

La recherche pirate : une méthodologie qui bouscule les codes de la recherche traditionnelle

La recherche pirate, c'est rendre le savoir libre et accessible, casser les barrières académiques, aujourd'hui réservées à ceux ayant fait de longues études, et transformer la recherche en un outil d'activisme social. C'est faire de la science pour le peuple, par le peuple, avec une mission de justice sociale. Elle utilise des méthodes alternatives, favorise le croisement des disciplines et n'est pas soumise à un cahier des charges autre que celui de profiter au plus grand nombre et de créer de l'impact. Et c'est ce qu'on a voulu faire.

Pourquoi faire de la recherche?

En voulant faire du plaidoyer, nous nous sommes rendus compte que l'extrême majorité des données sur les quartiers populaires étaient relatives à la criminalité, l'immigration, le terrorisme, la déscolarisation... Bien loin des réalités que l'on observe au quotidien. Il nous est alors apparu urgent de faire émerger de nouvelles données en créant des chiffres, des statistiques en en compilant des faits et des témoignages. Cela nous a pris plus de deux ans et quelques miracles pour les financer. Mais les voici.

Pourquoi avoir choisi l'engagement?

A rebours des discours sur le désengagement des jeunes voire leur volonté de "séparatisme", nous avons voulu documenter l'engagement. Pour ce premier rapport, nous avons choisi l'écologie. Un thème sur lequel nous étions fatigués d'entendre la question "où sont les quartiers?". Comme sur beaucoup d'autres sujets, quand nous ne sommes pas perçus comme désengagés ou assistés nous sommes vus comme un danger. Nous avons voulu démontrer le contraire. Que nous ne sommes ni une menace ni des passagers clandestins mais bien un moteur, une richesse et surtout, que nous sommes en première ligne.

Une recherche qui part de la base...

Au début de notre enquête en 2021, nous avions un objectif bien précis : documenter les mobilisations à l'œuvre et l'apport des jeunes issus de quartiers populaires à notre pays, en lien avec la question climatique.
Nous voulions démontrer que nous ne sommes pas le problème, mais une partie de la solution. Cependant, la réalité de notre terrain nous a rapidement dit autre chose : l'urgence n'est pas de prouver qu'il existe des mobilisations pour l'écologie dans les quartiers populaires, ce qui conforterait le discours général, mais bien de poser que nous avons le droit à l'écologie et que l'écologie a besoin de nous. une conséquence d'une vision de l'écologie qui ne comprend pas bien la réalité du monde, et de sa perception dans ces communautés.

... et qui lui retourne

Cette restitution ne se veut pas comme une énième étude des quartiers populaires en tant qu'objets d'analyse, qui ne saurait profiter qu'aux porteurs de cette recherche et les premiers concernés étant distancés des résultats, sans possibilité de se les réapproprier. Ce rapport se pense d'abord comme un outil de compréhension et d'émancipation visant à vulgariser, déconstruire les barrières limitantes et encourager notre jeunesse à prendre sa place dans le combat écologique. Il est écrit en direction des plus de 1000 jeunes et moins jeunes, associations, étudiants et autres acteurs de terrains y ayant contribué et à tous les autres qui souhaitent s'emparer de ce sujet.

Il est aussi écrit pour l'écosystème climat, et pour tous ceux qui font l'écologie d'aujourd'hui, afin d'accompagner une remise en question nécessaire : celle de l'importance de se décentrer, de comprendre les mécanismes d'exclusion historiques ou organiques qui existent dans les pratiques actuelles et ce notamment à travers l'explication des concepts de représentation, de discriminations environnementales, de racisme environnemental et l'exploration de pistes de renouveau pour l'écologie traditionnelle.

Un travail de terrain, scientifique et fiable

Pendant plus de deux ans et demi, nous avons mené une vaste enquête physique jalonnée de longs échanges avec plus de 70 jeunes et une trentaine d'experts. Nous avons ensuite créé de la donnée statistique auprès de 1000 jeunes de quartiers populaires via une enquête IPSOS.

La méthodologie complète est disponible dans les annexes.

L'INJUSTICE CLIMATIQUE, À LA CROISÉE DES INÉGALITÉS

CHAPITRE 1

PETIT ÉTAT DES LIEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SES DANGERS

Avant d'entrer dans le cœur du sujet, il est important de re-poser le contexte et la racine de tout ce rapport : le changement climatique. Les inégalités ne se situent pas que dans la capacité d'agir, mais aussi et d'abord sur l'accès à l'information. Alors on va vous expliquer.

Qu'est-ce que le changement climatique ? Quels dangers ça représente ?

Le "changement climatique" a toujours existé. De base, on appelle ça des cycles de glaciation et de déglaciation, qui ont lieu à peu près tous les 100 000 ans, et pendant lesquels il y a des augmentations drastiques de la température, des continents qui se gèlent et des fontes de glace. La différence avec aujourd'hui, c'est que le réchauffement climatique actuel a été causé par l'humain et donc dérègle l'équilibre naturel de la planète.

Le principal problème, c'est l'effet de serre, un phénomène naturel essentiel pour maintenir la Terre à une température habitable. Cependant, l'activité humaine, en émettant des quantités massives de gaz à effet de serre (GES), a renforcé cet effet, provoquant un réchauffement climatique accéléré.

Le changement climatique a des répercussions innombrables, et on peut en citer quelques unes des plus importantes :

1. **L'élévation du niveau des océans et l'acidification** (c'est-à-dire, l'eau de mer devient plus acide car elle absorbe trop de CO2) menacent la biodiversité marine et augmentent le risque d'inondations côtières.

2. Sur terre, **les changements dans les schémas de précipitations et les températures extrêmes** engendrées perturbent l'agriculture, ce qui impacte la sécurité alimentaire (la garantie que chacun ait toujours accès à assez de nourriture saine pour bien vivre), partout dans le monde, et force des déplacements de populations, ce qui peut aggraver les tensions géopolitiques.

3. Ces modifications des conditions climatiques et écologiques favorisent la multiplication de vecteurs de **maladies,** comme les moustiques, augmentant ainsi les risques de **transmission de maladies infectieuses et parasitaires.**

Il est essentiel de comprendre que les enjeux des quartiers populaires sont à replacer dans un ensemble, un peu comme un château de cartes, pour pouvoir agir efficacement.

GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT

Le GIEC est une organisation internationale créée en 1988 pour faire une synthèse de la recherche scientifique sur les changements du climat et rédiger des rapports qui servent de référence pour les décideurs politiques du monde entier. Il est souvent critiqué par les climatosceptiques (ceux qui réfutent l'attribution du changement climatique actuel à l'activité humaine), mais le GIEC est impartial et objectif, puisqu'il fournit son analyse en s'appuyant sur les dizaines de milliers de publications scientifiques qui sortent chaque année. Ils évaluent simplement l'état de la connaissance sur le système climatique, ses changements, les impacts futurs, et proposent des stratégies d'adaptation et d'atténuation.

Comme dirait Kery James, à qui la faute ?

Selon le rapport du Carbon Disclosure Project (CDP) de 2017, seulement 100 entreprises sont responsables de plus de 70% des émissions mondiales de gaz à effet de serre depuis 1988. Cela inclut des géants du pétrole et du gaz comme ExxonMobil, Shell ou BP.
Mais ce n'est pas parce que vous n'avez pas le permis de conduire que vous n'êtes pas concerné…

Aujourd'hui, le pétrole est utilisé partout : comme principal carburant dans les transports, mais aussi pour la production de plastique, qui va des emballages alimentaires aux vêtements, en passant par les produits du quotidien (cosmétique, détergents, médicaments..).

Quant à notre consommation de viande, elle a aussi des impacts majeurs. Le secteur de l'élevage représente environ 14,5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). Le méthane, qui est produit par le bétail, est un gaz à effet de serre bien plus puissant que le CO2 à court terme. Plus on est demandeurs d'élevage (lait, viande..), plus la production augmente et donc le méthane dans l'atmosphère. La responsabilité est partagée, mais clairement, celle des entreprises pèsent bien plus que celle du citoyen lambda. Les entreprises pèsent plus sur la balance du dérèglement climatique que les citoyens. La preuve, aujourd'hui, si on mettait en place tous les éco-gestes, cela n'empêcherait pas l'augmentation de la température sur la planète terre. Par contre, si les entreprises cessent leur pratiques les plus polluantes…

La part des individus les plus fortunés n'est pas en reste, et bien plus importante que la nôtre : En France, les 1% les plus riches émettent en moyenne 10x plus de CO2 par an par leur consommation (40,2 tonnes) que la moitié la plus pauvre des Français (3,8 tonnes)[4]. Jets privés, surconsommation textile et alimentaire, propriétés privées, parts en entreprise sont quelques-uns des éléments qui multiplient leur empreinte carbone.

4. Oxfam France, 2023

À l'échelle mondiale, les 1 % les plus riches du monde ont généré en 2019 autant d'émissions de carbone que… 5 milliards de personnes. Soit les deux tiers les plus pauvres de l'humanité.

Qui souffre le plus ?

On vient de le voir, tout le monde ne contribue pas au réchauffement climatique de la même manière. C'est l'une des premières injustices climatiques : ceux qui contribuent le moins au réchauffement sont pourtant ceux qui en subissent le plus les conséquences.

- A l'échelle mondiale, l'Afrique, le continent le moins polluant (responsable de moins de 10% des émissions mondiales de CO2), abrite 17 des 20 pays les plus exposés au changement climatique, parmi lesquels neuf sont également confrontés à des conflits violents ou des crises sécuritaires majeures.[5]

5. D'après une étude de l'Initiative Notre Dame pour l'Adaptation Globale

- L'élévation du niveau des mers est un problème mondial, mais qui touchera l'Asie plus fortement. Par exemple, les Maldives, petit archipel, voient leur existence même menacée par la montée des eaux (si le niveau de la mer augmente d'un mètre, une grande partie du territoire sera complètement sous l'eau, pas seulement inondé).

- Cette année 2024, le Maroc, fort pays producteur agricole mais aussi de tourisme, entame pour la sixième année d'affilée une sécheresse extrême qui menance le secteur agricole, ce dernier représentant 39% des emplois, voir même plus en tenant compte des emplois non déclarés. Si la sécheresse se

poursuit, cela pourrait mettre en péril l'équilibre économique marocain et appauvrir les populations, les précaires étant toujours en première ligne...

Pour nombre d'experts, d'historiens et de chercheurs, l'impact déséquilibré entre les Nords et les Suds s'explique par l'histoire coloniale, suivie du néo-colonialisme. C'est pour expliquer cela que de nombreux chercheurs[6] ont théorisé le concept d'écologie coloniale. L'idée, c'est que les ressources naturelles des pays des Suds ont été exploitées au profit des puissances coloniales, laissant derrière elles des écosystèmes dégradés et des économies dépendantes. Cette exploitation continue aujourd'hui sous d'autres formes.

6. Nathan Hare, Terry Jones, Walter Mignolo, Ramón Grosfoguel, Arturo Escobar

Pour Malcolm Ferdinand, chercheur et auteur de "Une écologie décoloniale", les territoires d'Outre-Mers ne sont que le théâtre de cultures intensives et destructrices pour les sols, dans lesquels travaillaient les esclaves.[7] Pour lui, certains espaces sont pensés comme des non-lieux, où il est admis d'y faire ce qui ne serait pas fait au centre (France Hexagonale, hors quartiers populaires). On le retrouve encore aujourd'hui dans les impacts des essaies nucléaires réalisés dans le Sahara, l'extraction toxique d'uranium, mais encore de palmiers à huile de soja destructrice de forêts et de communautés humaines/non-humaines.

7. C'est le " Plantationocène " (A. Tsing et D. Haraway)

Malcolm Ferdinand théorise alors l'écologie décoloniale, qui appelle à une sortie du capitalisme et de la poursuite du capital, car la nécessité de créer des richesses le plus rapidement possible va souvent de pair avec une maltraitance des humains, à l'image de la colonisation et de l'esclavage.

"LA VÉRITABLE SOLUTION À LA CRISE ENVIRONNEMENTALE EST LA DÉCOLONISATION DES NOIRS"

Natan Hare, 1970

Quel est le rapport avec nos quartiers ?

Nous l'avons vu : la crise climatique est amplifiée par l'accroissement des inégalités et toujours plus de capitalisme, et touche davantage les personnes précaires, les personnes racisées et les pays non-occidentaux. En France, les signes de ce réchauffement sont principalement la pollution de l'air, le dérèglement météorologique et la perte de biodiversité.

En fait, la crise climatique se répercute sur chaque échelle de la société. Y compris chez nous. Dans nos quartiers, les impacts du changement climatique s'additionnent aux inégalités préexistantes, et c'est cette recette qui donne le racisme environnemental.

Les usines à risques industriel, classées Seveso[8], sont alors majoritairement à proximité de ces espaces : rien qu'à Gennevilliers, on compte deux usines à haut risque.

8. Une usine classée Seveso est un site industriel présentant des risques d'accidents majeurs en raison de la quantité et de la nature des substances dangereuses qu'il manipule. Ce nom provient de la directive européenne instaurée après la catastrophe de Seveso en Italie en 1976.

La pollution de l'air n'est qu'un des aspects, il existe de nombreuses autres pollutions :

- bruits ;
- chaleurs et insalubrité ;
- atmosphériques, maladives ;
- liées à l'usage des sols, avec la gestion des déchets.

On assiste à une reproduction des dynamiques mondiales : les plus riches polluent, les plus pauvres subissent. Ce que l'on observe ici, comme à Flint, c'est une forme de double-peine, entre injustice sociale et injustice climatique.

L'impact direct du réchauffement climatique à l'échelle de nos quartiers est multiplié et amplifié : nos aînés, nos parents, en meurent déjà. Par exemple, lors de la canicule de 2003, **le deuxième département le plus sévèrement touché après le Val-de-Marne (surmortalité de + 171%) était la Seine-Saint-Denis** avec une surmortalité de +160%[9]. Malgré ces chiffres terrifiants, la création d'espaces verts n'a pas considérablement augmenté.

9. https://www.ors-idf.org/fileadmin/DataStorageKit/ORS/Etudes/2003/Etude2003_7/8pages-cani_1_.pdf

Habiter en France, dans un pays du Nord dit plus avancé en moyens matériels et financiers pour pallier la crise ne suffit pas ; il y a de véritables enjeux d'infrastructures dans les quartiers, un manque d'espace verts, un manque d'air, un manque de médecins.

Pour référence, dans "La nature est un champ de bataille", Razmig Keucheyan va plus loin en démontrant que ces tendances discriminatoires prennent directement racine dans une stratégie néolibérale de l'État, qui favorise de manière systémique et systématique les populations les plus favorisées dans sa politique de gestion environnementale, et place les habitants des quartiers moins aisés dans une position désavantageuse, les enfermant dans une situation de "défavorisation sociale". **C'est comme si l'écologie était devenue une arène où seuls les privilégiés ont une longueur d'avance, laissant les autres derrière.**

Ce qu'il faut en retenir, c'est qu'en plus de subir de plein fouet les conséquences du capitalisme accru et du racisme environnemental, nous sommes aussi plus démunis dans les moyens de nous en protéger. Et c'est toute l'importance de la notion de "discrimination environnementale", qu'on t'explique juste après.

LES QUATRES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'INÉGALITÉ CLIMATIQUE

À la question "**Quelles discriminations environnementales percevez-vous le plus dans votre quotidien?**" (à choix multiples)

Données chiffrées issues de l'enquête menée par Ghett'Up.

100%

des jeunes ayant répondu en perçevoir ont mentionné la **difficulté d'accéder à une alimentation saine.**

50%

des jeunes ayant répondu en perçevoir nous ont répondu **le manque d'espace vert.**

20%

des jeunes ayant répondu en perçevoir ont évoqué **la pollution atmosphérique.**

20%

nous ont dit **ne pas en percevoir.**

Les chiffres évoqués ci-dessus démontrent que, plus les impacts sont palpables dans l'espace, matériels, plus les jeunes de quartiers populaires seront prompts à le mentionner comme une 'inégalité environnementale'. En revanche, les impacts moins visibles ne sont pas immédiatement associés à l'environnement, mais constituent une inégalité qu'ils subissent et ressentent au quotidien.

On peut citer la qualité médiocre de l'isolation dans les logements sociaux, qui est aussi une inégalité environnementale, et pas seulement économique. En effet, en plus de faire augmenter la facture du chauffage, en cas de températures extrêmes hautes ou basses, elle expose les résidents à des risques accrus de maladies liées au froid et à la chaleur, une inégalité importante qui n'est pas toujours reconnue comme telle.

Alors c'est quoi une discrimination environnementale ?

1. **Les inégalités d'exposition aux pollutions et aux nuisances**
2. **Les inégalités de prévention des risques**
3. **L'accès limité aux bénéfices de l'environnement**
4. **Les inégalités d'accès à l'engagement pour son environnement**

Principe 1: Inégalités d'exposition aux pollutions et aux nuisances

Celui-ci est assez simple : on l'a déjà dit, nous ne sommes pas tous égaux face aux pollutions.

Les quartiers en marge des grandes villes et leurs habitant.e.s sont plus exposé.e.s aux nuisances environnementales et aux pollutions (axes routiers, usines de traitement des déchets, etc), ce qui a un impact direct sur la qualité de vie et les conditions d'existence de ces personnes.

Quand on croise ces inégalités, on constate que les conséquences de la pollution, quelle qu'elle soit, sont exacerbées par des conditions de vie plus précaires : ces individus doivent en plus faire face à des habitats plus insalubres,[10] exercent des métiers à risques[11], et ont un accès plus difficile aux soins de santé.

En France, 3 enfants sur 4 respirent un air pollué. c'est le constat alarmant de l'UNICEF et du Réseau Action Climat dans un rapport paru en 2021[12]. Les quartiers populaires sont en première ligne. Par exemple, à Bagnolet, dans l'est de Paris, les niveaux de pollution battent des records selon AirParif, l'organisme de surveillance de la qualité de l'air en Île-de-France.[13] Et ceci depuis 2003. Prenons la Porte de Bagnolet, où ce taux de pollution s'additionne à une bétonisation frôlant les 85%. Ou encore à Saint-Denis, où un nouvel échangeur autoroutier pour les Jeux Olympiques de Paris de 2024 menace directement la santé des enfants puisqu'il est construit près de l'école Anatole France, constat aussi porté par l'Unicef.

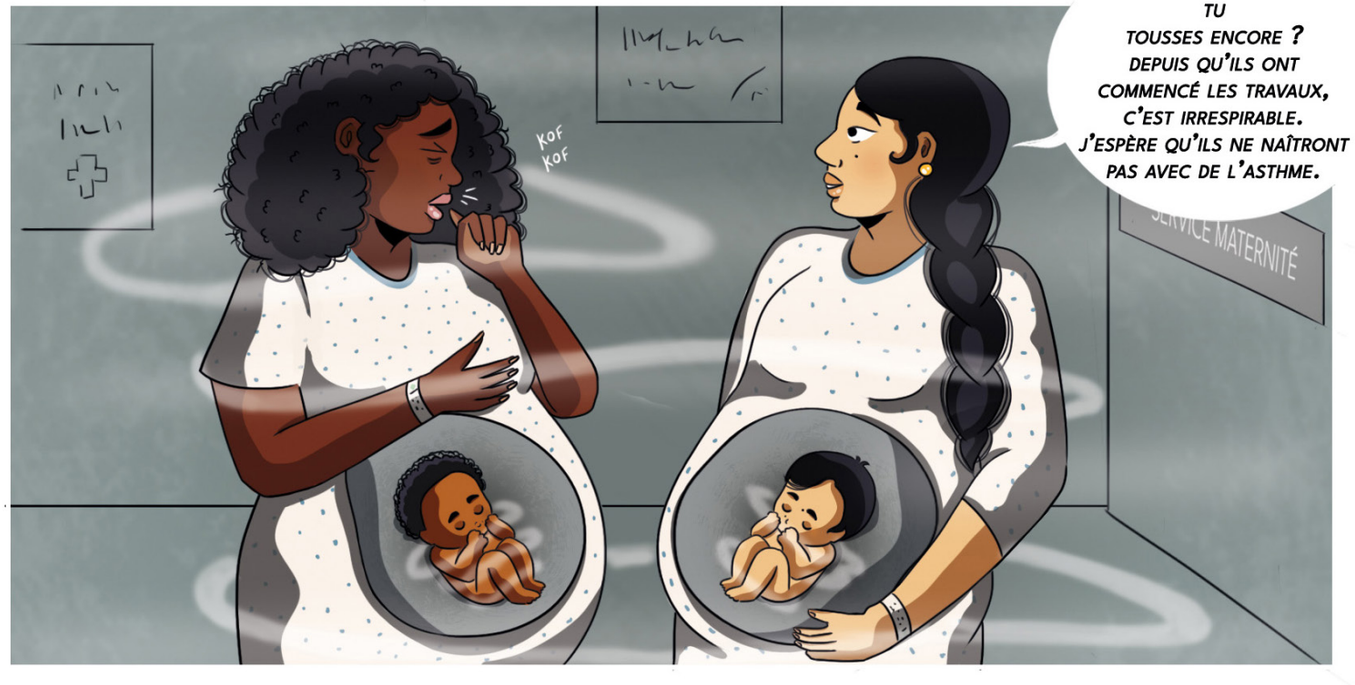
10. L'habitat indigne et dégradé en Île-de-France : état des lieux des enjeux et des politiques. Préfet de la Région d'Île-de-France, Novembre 2018

11. Les actifs immigrés en Île-de-France : leurs métiers, diplômes et origines, INSEE

12. "De l'injustice sociale sociale dans l'air : pauvreté des enfants et pollution de l'air". Unicef France, Réseau Action Climat, Octobre 2021

13. Diagnostic de la qualité de l'air à Bagnolet. Observatoire de l'air en Ile-de-France, Décembre 2017

“JE SAIS PAS SI TU VOIS OÙ C’EST ROSNY, MAIS C’EST AU MILIEU DE DEUX AUTOROUTES DONC LÀ-DESSUS ON EST GRAVE “MALFAMÉS”, ON DOIT AVOIR UN AIR ARCHI POLLUÉ. JE SAIS PAS S’IL Y A DES ÉTUDES QUI ONT ÉTÉ FAITES SUR DES HABITANTS QUI HABITAIENT PROCHES D’AXES ET QUI AURAIENT VU DES IMPACTS SUR LEURS VIES, DÉVELOPPER CERTAINES MALADIES, MAIS CE SERAIT INTÉRESSANT À CREUSER. ET C’EST UNE VILLE QUI SE BÉTONISE BEAUCOUP.”



Pour R., 29 ans, de Rosny-sous-Bois, les impacts réels de la pollution atmosphérique sont inconnus, mais inquiétants, symptôme d’une conscience environnementale mais d’une inégalité d’accès à l’information : *citation ci-dessus*.

Y., 17 ans, habitant à Dijon, dénonce une pollution atmosphérique importante :

“Collée à mon quartier, il y a une usine qui dégage énormément de fumée. Un jour en hiver c’était terrifiant, la fumée a pris une grande ampleur, et si j’ai bien suivi en cours c’est assez catastrophique pour le climat.”

Toujours selon ce rapport de l’UNICEF, les enfants issus de familles aux revenus bas sont les plus susceptibles de contracter des maladies respiratoires, d’avoir une capacité pulmonaire diminuée, et sont aussi les moins suivis médicalement.

Principe 2 : Inégalités de prévention des risques

Comme il a été expliqué, nous ne sommes pas tous égaux face aux pollutions. En effet, même avec un niveau d'exposition similaire, les conséquences sont plus graves par manque de prévention...

Et oui, la Seine-Saint-Denis est en effet le premier désert médical français, avec 92,8% de sa population vivant en zones moins densément peuplées en médecins généralistes contre 29,8 % à Paris, en 2022[14]. C'est une catastrophe pour les soins, mais aussi pour la prévention de crises sanitaires liées aux dérèglements climatiques. Par exemple, lors de la canicule de 2003, le deuxième département le plus sévèrement touché après le Val-de-Marne (surmortalité de + 171%) était la Seine-Saint-Denis, avec une surmortalité de +160%.

14. "La Seine-Saint-Denis, premier désert médical de France" Les Echos, Léo Da Veiga, 22 juillet 2022

Ces inégalités expliquent en partie l'absence de prévention, mais aussi la surexposition des habitants à des pathologies comme l'asthme de pollution puisqu'elle n'est ni identifiée ni traitée, et donc le retard de prise en charge par les institutions de santé.

Ce que ça veut dire, c'est que grandir dans un quartier de parents installés dans ce même quartier depuis plusieurs décennies pourrait donc avoir un impact biologique, et ce dès la naissance[15]. Par exemple, si nos parents et grands-parents ont vécu dans le même quartier pollué, ça peut nous affecter physiquement dès la naissance. C'est comme si l'on héritait non seulement de leurs gènes, mais aussi de leur exposition à la pollution. Comme une prédisposition aux inégalités..

15. Virginie Chasle, géographe, met en lumière l'exposition et la sensibilité, qui sont des constituantes des inégalités environnementales de santé à prendre en compte.

Il existe aussi un lien avéré mais pourtant sous-côté entre la surexposition aux nuisances sonores et, encore une fois, le risque de développement de maladies cardiovasculaires. Des risques pour lesquels il n'y a pas non plus de prévention.

C'est même au Sénat que M. Gay Fabien, sénateur de Seine Saint-Denis, affirme que *"le bruit, qui représente la seconde menace pour la santé environnementale en Europe après la pollution atmosphérique, reste pourtant très largement inconsidéré dans la conduite des politiques publiques françaises relatives aux transports".*

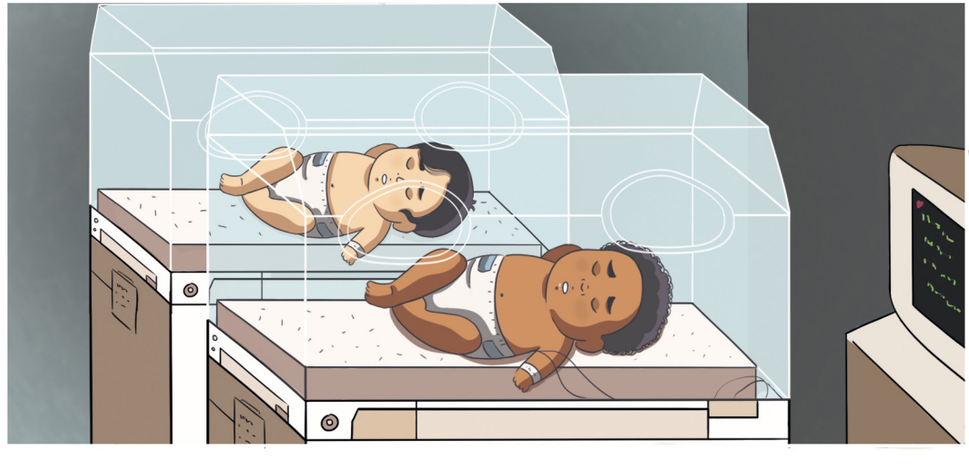
Ces mêmes nuisances sonores ont très peu été identifiées comme à risque dans les entretiens menés, alors même que les quartiers populaires sont les territoires français les plus surexposés aux nuisances sonores, engendrées par les nombreux axes autoroutiers qui bordent les quartiers, ainsi que la circulation quasi ininterrompue de RER, la proximité de deux des plus grands aéroports mondiaux et la multiplication de chantiers de construction[16]. Énième démonstration d'inégalité de prévention.

16. "L'environnement dégradé des quartiers les plus pauvres", Centre d'Observation de la Société, 22 avril 2021

Lors de notre enquête, nous avons pu rencontrer Sanaa Saitouli, cofondatrice de Banlieues Climat. Elle évoque l'impact de la canicule de 2003, qui persiste aujourd'hui encore et pose véritablement la question de la prise en charge des enjeux climatiques à l'échelle des quartiers :

"En fait ce qui nous arrive ça va arriver à tout le monde mais les premières personnes, les premières cibles, ça sera encore nous. On sera forcément les premières victimes de tout ça, c'est déjà le cas. On voit bien en 2003 avec la canicule dans les quartiers populaires, les logements qui ne sont toujours pas isolés, le nombre de décès qui a pu avoir, en plus des débats, bien sûr ça va se reproduire."

ILS VIENNENT DE NAÎTRE, ET POURTANT, EN NAISSANT À CET ENDROIT PRÉCIS, LEURS DESTINS SONT DÉJÀ LIÉS. COMME SI ON LES PRÉPARAIT AUX INÉGALITÉS.



Principe 3 : Un accès limité aux bénéfices de l'environnement

En France (et dans le monde!), tout le monde devrait pouvoir avoir recours à des conditions environnementales favorables pour son développement, aussi bien physique que psychologique. Comme les espaces verts par exemple. C'est démontré scientifiquement, en ville, la chaleur et la pollution peuvent être contrées par la présence de biodiversité. En cités, peu d'espace sont pensés, et encore moins mis en place pour accueillir de la verdure.

A titre d'exemple, à Paris, 50% de l'espace est alloué aux espaces verts quand il y a de nouvelles constructions tandis qu'à Romainville, cela se réduit à 10%.

Les politiques publiques d'adaptation au changement climatique ne sont jamais décidées avec les plus exposés à ces risques environnementaux. Notre enquête démontre que les rares temps de consultation organisés en marge de ces politiques d'adaptation, et ouverts aux habitants, sont organisés dans les quartiers les plus favorisés des villes de banlieue, et non dans les quartiers où sont concentrés les grands ensembles.Ces constats sont partagés par les jeunes qui les observent dans leur quotidien.

Pour R., le constat concernant la disparition des espaces verts au profit des constructions est frappant :

"Avec le Grand Paris, on a le métro qui arrive bientôt donc on a des projets d'immeubles qui sortent beaucoup et en fait c'est à la place de squares, de parcs, de pavillons qui avaient des jardins arborés. En fait on remplace du vert par du gris, on a de moins en moins d'espaces verts et je pense que ça a un impact sur notre niveau de vie. Il y a un enjeu là-dessus mais je pense que c'est à peu près pareil pour toutes les villes proches de Paris. Après la bétonisation, ça engendre la gentrification."

Même constat pour C., 22 ans, habitant à Nanterre :

"Surtout en banlieue, moi les espaces verts je les connais peu hein, tu sais tu grandis y'a que du bitume, les bâtiments, y'a pas beaucoup d'arbres. Moi ils ont tout détruit près de chez moi, y'avait un grand chêne près de mon bâtiment, ils ont dû le détruire en 2015. C'est plein de choses comme ça, très peu accès aux espaces verts, très peu de préservation, y'a pas de sensibilisation par rapport à ça, la sensibilisation je pense elle venait plus de la famille, de nos proches."

Lorsque l'on demande à M., 27 ans, habitant à Arnouville, s'il a accès à des ressources environnementales dans sa ville, il évoque une "montée des eaux" et ses conséquences :

"On est le quartier le plus vert de la ville et il y a aussi un coin où, je ne sais pas comment appeler ça mais nous on appelle çà le 'croule'. En gros c'est un canal qui achemine les eaux usées, les eaux des égouts, vers la station d'épuration parce qu'elle n'est pas très loin. En lien avec le réchauffement climatique et la montée de la température, je le vois chaque année, il y a de plus en plus d'insectes parce que les eaux montent de plus en plus. Enfin, même si c'est des eaux, c'est pas naturel... Mais c'est pas la montée des eaux comme on l'entend au sens classique du terme, avec la montée du niveau de la mer. C'est le fait qu'on utilise beaucoup plus d'eau dans notre... Au niveau de la vaisselle, pour se doucher, etc. Et du coup, il y a de plus en plus d'eau. Il y a un niveau d'eau sale, de plus en plus élevé. Donc t'as de plus en plus d'insectes."

Autre exemple d'inégalité d'accès aux ressources environnementales : l'accès à une alimentation de qualité.

Les aspirations à des choix de vie plus sains sont omniprésentes, mais quasi systématiquement accompagnées de la nécessité de faire des "choix" : soit c'est le bio, soit c'est la quantité.

C'est le cas de M., 17 ans, vivant à Drancy :

"A un moment j'avais décidé de prendre des œufs bio parce que j'avais vu une vidéo sur youtube par rapport à ça où on voit comment les poules sont enfermées et tout. J'avais décidé que j'allais prendre soin de ma santé,mais au bout d'un moment ça commençait à devenir vraiment cher, du coup je pense que y a cette barrière financière qui empêche de se nourrir avec de la nourriture bio."

Pour R., 20 ans :

"Je connais la valeur du bio, mais c'est vrai que je résonne pas autant avec parce que c'est super cher quoi, c'est sûr que si je me retrouvais à acheter que du bio je sais qu'à la fin du mois je me ferai beaucoup, voire pas du tout plaisir dans certains cas."

En plus de la barrière financière, F. 18 ans originaire de Saint-Denis regrette par ailleurs que l'accès au bio soit difficile :

"En fait c'est très difficile. En vrai on peut mais si on veut manger du bio, on va devoir faire des concessions sur d'autres choses. Et c'est pas très accessible en termes pratiques. On en trouvera que dans les grandes surfaces, dans les marchés de quartier c'est impossible qu'ils nous fassent un rayon bio."

Le même constat est partagé par R., 20 ans, sur l'accès aux aliments dits 'bio' à Livry Gargan, et comment le discours ambivalent alimente le ressenti que l'écologie est une 'affaire de riches' :

"Pour moi le bio ça devrait être en première nécessité, dans le sens où ça a des conséquences sur ta santé. Mais aujourd'hui, dans leur manière d'être commercialisé et dans son accès, on va dire que pour moi, je considère ça un peu comme du luxe quoi."

AU QUARTIER, L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ EST ASSEZ RESTREINT. ENCORE FAUDRAIT-IL QU'IL Y AIT DU CHOIX. ALORS, LES HABITANTS FONT SOUVENT FACE AU MÊME DILEMME.

Le même constat est partagé par R., 20 ans, sur l'accès aux aliments dits 'bio' à Livry Gargan, et comment le discours ambivalent alimente le ressenti que l'écologie est une 'affaire de riches' :

"Pour moi le bio ça devrait être en première nécessité, dans le sens où ça a des conséquences sur ta santé. Mais aujourd'hui, dans leur manière d'être commercialisé et dans son accès, on va dire que pour moi, je considère ça un peu comme du luxe quoi."

"ON A JAMAIS MANQUÉ DE FRUITS ET LÉGUMES DE SAISON, C'ÉTAIT MÊME CE QU'ON AVAIT DE PLUS ACCESSIBLE."

S., 34 ans

S., 34 ans, né en Guadeloupe et ayant déménagé en métropole pour ses études, nous explique que l'alimentation saine et 'bio' est intrinsèque à la culture antillaise :

"Tu sais, mes grands-parents étaient des cultivateurs. Après l'école, mon père venait chercher mes frères et moi et nous emmenait aux champs pour aider à cultiver. On a jamais manqué de fruits et légumes de saison, c'était même ce qu'on avait de plus accessible. Ça n'a jamais été une question ! D'ailleurs, on mangeait beaucoup de viande. Si on pouvait, c'était matin, midi, et soir. Quand on fait un travail physique et au soleil, crois-moi faut manger."

Principe 4 : Les inégalité d'accès à l'engagement pour l'écologie

Être discriminé au niveau environnemental, c'est aussi manquer de moyens de s'engager pour l'écologie.

Selon notre enquête, plus de la moitié (53%) des jeunes de quartiers populaires interrogés qui ne s'engagent pas le font principalement par manque de temps. **(sondage Ipsos - Ghett'up sur 1000 jeunes, Mai 2024)**

C'est ce que l'on appelle l'**(in)"disponibilité biographique"** (Siméant, 2001): lorsqu'on exerce un travail en temps plein, voire plusieurs, pour pouvoir s'en sortir financièrement, il reste peu de temps pour s'engager pour l'écologie sur son temps libre.

Pour ceux qui arriveraient à dégager du temps, plusieurs autres barrières à l'engagement existent:

- Il faut aussi pouvoir avoir accès à des dispositifs de proximité, ce qui n'est pas toujours le cas. On peut citer les pistes cyclables, difficiles à instaurer aux abords de grands axes routiers ou ferroviaires, mais aussi les fermes urbaines, les poubelles correspondantes pour le tri des déchets, ou encore l'indisponibilité des infrastructures qui permettrait l'accès à des pratiques environnementales. C'est comme si l'on partait du principe que, de toute façon, on n'allait rien faire.. Alors même que ces pratiques font partie intégrante de l'identité d'un habitant de quartier populaire de par son quotidien, voire son héritage culturel.

- Il faut aussi ne pas être empêché de militer. Certains mouvements sont freinés par les pouvoirs publics ou les promoteurs privés, car ils visent par exemple à remettre en question des projets de construction sur des espaces verts[17]. Certaines autres formes d'engagement, en apparence innocentes comme les marches ou manifestations, peuvent tout simplement être dangereuses pour les jeunes de quartiers populaires ou de territoires d'Outre Mer. Ceci à cause de l'hyper surveillance policière à laquelle ils font face et qui les expose à des conséquences physiques, économiques ou sociales démultipliées.

17. "Triangle de Gonesse : des opposants continuent de dénoncer le projet d'artificialisation des terres agricoles". Barroux R., Le Monde. Octobre 2023

"MON PREMIER CONTRÔLE DE ROUTINE J'AI 9 ANS. JE SAIS MÊME PAS C'EST QUOI, JE SUIS EN PRIMAIRE. DONC EN FAIT NATURELLEMENT DANS TA CARTE DU MONDE, T'INTÈGRE QUE LA POLICE EST DANGEREUSE, ALORS QUE C'EST PAS CENSÉ ÊTRE LE CAS."

La méfiance vis-à-vis des institutions telles que la police explique en grande partie les réticences à participer à des manifestations, et en particulier pour les jeunes hommes racisés de quartiers populaires. Elle peut s'expliquer par certaines expériences de ces mêmes institutions avec les habitants de quartiers populaires.

C., 29 ans, témoigne de son expérience la plus lointaine, à l'âge de... 9 ans.

"On a grandi dans ça, Zyed et Bouna, "on va mettre les quartiers au karcher", les affrontements...Ca veut dire que forcément tu hérites de ça, parce que tu te dis " ils ont touché à eux...ils ont touché aux miens ". Les gens du quartier c'est nos frères, ils les ont touchés, ils ont attaqué et en fait tu subis tout le temps des injustices, alors tu développes ce truc naturellement. Mon premier contrôle de routine j'ai 9 ans. Je sais même pas c'est quoi, je suis en primaire. Donc en fait naturellement dans ta carte du monde, t'intègre que la police est dangereuse, alors que c'est pas censé être le cas. Y'a pleins de truc comme ça qui dénaturent la chose et qui font qu'on a un héritage, même entre guillemet criminel, de par les souffrances et les micro-agressions qu'on vit au quotidien, qu'on apprend à vivre avec. En fait la douleur elle est là, mais on s'en rend même plus compte, et en fait c'est dans les moments comme ça, où on nous appelle (pour rejoindre tel et tel mouvement) que tout le capital de la souffrance revient et on dit " non ", tu vas pas revivre ce que tu as déjà vécu. "

R., 28 ans, résident de Pontoise se remémore l'acharnement dans les quartiers populaires à la suite du tragique évènement de Charlie Hebdo :

"Je me souviens qu'à cette période là ils nous faisaient super chier, il faisait froid je m'en rappelle, c'était l'époque où on traînait tout le temps. Moi je me souviens qu'ils avaient retourné ma voiture, l'atmosphère était tendue en fait, ils sortaient ils étaient en pare-balles, ils nous parlaient mal... Ils nous voyaient tout le temps, mais ils nous contrôlaient quand même alors qu'ils savaient très bien qu'on allait rien faire."

LE RACISME ENVIRONNEMENTAL : QUAND RACISME ET CATASTROPHES ENVIRONNEMENTALES SE MÊLENT

Le **racisme environnemental** est un concept forgé aux Etats-Unis dans les années 1980. Cette notion analyse les désastres écologiques qui frappent particulièrement les communautés de couleur et les moins aisés. Robert Bullard, pionnier de ce mouvement, a mis en lumière dans son livre Dumping in Dixie (1990), la façon dont les politiques environnementales traduisent ou produisent des discriminations raciales. Il explique que de façon générale, les déchets dangereux et autres polluants sont majoritairement localisés dans des endroits habités par des minorités ethniques et des communautés économiquement défavorisées.

Plus choquant encore, le cas emblématique de la ville de Flint, dans le Michigan, où la population majoritairement noire a été contaminée par une eau intoxiquée au plomb pendant des années[18], sous le mépris des autorités publiques.

18. "Eau empoisonnée de Flint : " Un cas flagrant d'injustice environnementale "". The Conversation, 28 janvier 2016

Pendant des années, la municipalité a sciemment ignoré les alertes répétées des résidents concernant la qualité de l'eau, noire, imbuvable, non-potable. Ce n'est qu'après que l'ancien président Barack Obama ai débloqué des fonds d'urgence en 2016 que des actions furent entamées.

Le cas de Flint révèle une catastrophe ancrée dans un racisme environnemental flagrant : les quartiers majoritairement afro-américains, déjà saturés d'industries polluantes, deviennent des bombes à retardement. Après la catastrophe, les analyses ont dévoilé un système défaillant, obsédé par les coupes budgétaires et délibérément aveugle aux risques sanitaires, ainsi qu'un manque criant de transparence. Le constat est posé : On ne peut donc comprendre les discriminations environnementales sans prendre en considération les inégalités ethniques et socio-économiques dans lesquelles elles s'inscrivent : l'une n'invisibilise pas l'autre, au contraire, elles se croisent et se superposent.

FLINT N'ÉTAIT PAS UNE ANOMALIE, MAIS LE SYMBOLE D'UNE SOCIÉTÉ RONGÉE PAR DES INÉGALITÉS ENVIRONNEMENTALES ET RACIALES PROFONDES.

Aujourd'hui, la notion de racisme environnemental aux Etats-Unis n'est pas tabou ; elle est utilisée dans les discours politiques et dans les médias pour dénoncer les inégalités environnementales et sociales. Cependant, en France, aborder un sujet à travers l'enjeu racial reste souvent délicat et moins courant. Le terme même de racisme environnemental n'est que très peu accepté car il soulève des questions profondes liées à la colonisation et on préfère parler de "discriminations environnementales" liées à l'origine géographique. Cependant, en France, il existe plusieurs exemples de racisme environnemental. Des catastrophes ou des situations environnementales qui sont surreprésentées dans les territoires spécifiques peuplés par des minorités ou des descendants d'immigrés.

Exemple 1: La crise de l'eau

Mayotte, depuis 2016, subit une crise de l'eau avec des coupures quotidiennes et une qualité de l'eau largement dégradée. Celle-ci entraîne des cas de maladies et une crainte généralisée, accordant la priorité d'utilisation de l'eau aux secteurs industriels présents sur l'île. Aujourd'hui encore, certaines régions de Mayotte n'ont accès à l'eau potable que 2 jours sur 7. Cette situation est également présente en Guadeloupe, les habitants stockant des packs d'eau dans des bouteilles en plastique dans leurs salles de bain. Un des interrogés nous expliquait que, dans son enfance, ils continuèrent à boire l'eau du robinet, bien que impropre à la consommation, car le prix des packs d'eau était exorbitant : les produits de nécessité étant importés et systématiquement vendus dans les quelques grandes enseignes ayant la main sur le marché, les prix d'une bouteille importée en Guadeloupe sont taxés à 20%[19], alors qu'une eau produite en Guadeloupe sera taxée à 2,5%...

19. Conformément au taux d'octroi de mer en vigueur en 2021.

Exemple 2: Les incinérateurs à déchets en île de France

Une étude publiée par le Journal of Environmental Planning and Management révèle aussi qu'en France hexagonale, l'installation d'incinérateurs à déchets, sources majeures de pollution et de nuisances pour la santé, est proportionnellement plus probable dans les villes où la population née à l'étranger est plus élevée[20]. **En clair, plus la proportion de personnes nées à l'étranger d'une ville est importante, plus le risque qu'un incinérateur à déchets y soit installé augmente.**

20. "Dans une ville française, chaque pourcentage supplémentaire de sa population née à l'étranger augmente de 30 % les chances pour qu'un incinérateur à déchets, émetteur de pollutions et hautement nocif pour la santé, y soit installé." À Bagnolet, l'écologie populaire inaugure sa maison, Verdragon. Socialter, Isma Le Dantec.

Exemple 3 : Le chlordécone aux Antilles

Le chlordécone est un pesticide utilisé massivement dans les bananeraies de Guadeloupe et Martinique entre 1972 et 1993 (officiellement), **bien après son interdiction en France métropolitaine en 1990.** Il contamine jusqu'à aujourd'hui, et pour des siècles encore les sols, les eaux et une grande partie des aliments, entraînant de graves conséquences sanitaires et environnementales.

Aujourd'hui, 95% des Guadeloupéens et 92% des Martiniquais ont du chlordécone dans le sang, soit 9 individus sur 10[21]. Pourtant, les mesures prises par l'Etat Français sont bien trop faibles : la responsabilité est rejetée et les démarches de 'réparation' ne datent que de la loi de Février 2023, la reconnaissance du cancer de la prostate pour les agriculteurs exposés au chlordécone, ouvrant la voie à une indemnisation, ne date que de Décembre 2021. En juin 2023[22], Jean-François Carenco, ministre délégué chargé des Outre-Mers, a annoncé des mesures pour "la construction d'une vraie réparation" du cas du chlordécone aux Antilles françaises, par l'action ancrée dans la recherche et l'innovation ainsi que la prévention des risques, à travers une enveloppe de 7 millions d'€ chaque année pendant 5 ans. Nous sommes donc au tout début d'un réel processus de réparation.[23]

21. Desremeaux C., A. Saoudi. "Imprégnation de la population antillaise par le chlordécone et certains composés organochlorés en 2013/2014". Santé Publique France. 2018

22. Vivre sans " risque chlordécone " et réparer par l'action. Ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer

23. Voir travaux de Camille Bouko-Levy, panser le chlordécone dans les Antilles Françaises - à la recherche d'une justice réparatrice

Les conséquences de la non prise en compte du racisme dans l'écologie

Cette exclusion a pour conséquence d'ignorer la dimension structurelle du problème. C'est-à-dire qu'on se concentre seulement sur les effets, sans voir les causes profondes. Quand on ignore que le capitalisme dérégulé est l'origine du réchauffement climatique et que le fait que les pays et les personnes qui en souffrent le plus le sont à cause des discriminations, donc du racisme, alors on reste en surface. Et cela se traduit par des politiques publiques axées sur la responsabilité individuelle qui sont incapables de résoudre seules un problème profondément structurel.

Autre problème, en véhiculant l'idée que les éco-gestes seuls suffiraient à enrayer le réchauffement climatique, on se rend vite compte que la pression et la culpabilisation vont se diriger vers les classes populaires. L'exemple le plus flagrant est celui de l'achat de vêtements à bas coûts auprès d'enseignes de la fast fashion. Il est évident que la fast fashion est une catastrophe sur le plan de l'écologie et des droits de l'homme, cependant faire reposer la culpabilité du combat climatique sur les consommateurs les plus précaires est une stratégie désastreuse voire une faute morale[24]. C'est ce que certains appellent la culpabilisation institutionnalisée des classes populaires.

Cette démonstration nous amène vers un dernier concept important, qui articule écologie et classes populaires et qui remet au centre un projet politique, celui d'écologie populaire.

24. Plus de la moitié des Français les plus riches (dans le top 10 %) volent au moins une fois par an, comparé à seulement 13 % chez la moitié la moins aisée. Issu de ""Débat : décarbonation, quotas... Que faire de l'avion, privilège d'une minorité?" , The Conversation, août 2023

Le concept d'écologie populaire

Aujourd'hui, des initiatives et des acteurs provenant de quartiers, aux trajectoires de vie marquées par ces diverses discriminations, sont porteurs d'une lutte : l'écologie populaire, qui prend racine au sein des quartiers ou des classes populaires, et qui vise à générer une mutation sociale. Cette transformation passe non seulement par un changement des modes de consommation actuels qui génèrent de "l'exploitation, de l'exclusion et des inégalités"[25], mais aussi par un changement dans la manière

25. " L'écologie peut-elle être populaire ? " Anne Le Strat, Dans Mouvements, vol n°23, 2002.

dont fonctionne la politique et ses appareils puisqu'elle vise à créer davantage de démocratie participative, et donc à inclure les exclus du débat national. Contrairement à la pensée écologique mainstream, ce combat n'aspire pas à préserver le statu quo, mais à transformer les structures existantes porteuses de tant d'inégalités et d'injustices pour les habitants de quartiers populaires et des territoires Outre-Mers.

Chez GHETT'UP, de par nos identités de jeunes issus de quartiers populaires et nos diverses trajectoires qui nourrissent un engagement commun, nous voulons prendre notre place et nous sentir représentés à juste titre dans le débat, faire de la cause écologique une qui nous ressemble, mais surtout une écologie qui puisse répondre à nos besoins, forcément plus politique et transformatrice.

QU'EST-CE QUE LA JUSTICE SOCIALE ?

La justice sociale, c'est la garantie d'une égalité des droits pour toutes et tous et le droit à chacune et chacun de bénéficier du progrès économique et social à l'œuvre au sein de la société. C'est aussi l'assurance que chacun puisse acquérir son autonomie, qu'elle soit physique, économique, sociale ou politique. La justice climatique s'inscrit dans ce même sillage.

ET LA JUSTICE CLIMATIQUE ?

La justice climatique, c'est qu'il dénonce la surexposition aux risques du changement climatique, mais également l'existence préalable de difficultés sociales qui rendent les classes populaires plus vulnérables. Intégrer le manque d'accès aux soins de santé dans la mesure de la pollution atmosphérique permettrait de mieux comprendre la surexposition des habitants à des pathologies comme l'asthme de pollution.[26] Un exemple de justice climatique.

26. "+ De l'injustice sociale dans l'air : Pauvreté des enfants et pollution de l'air. UNICEF, 2021", Centre d'Observation de la Société, 2021

"JE ME RAPPELLE LA PREMIÈRE FOIS OÙ J'AI PRIS LE MÉTRO POUR ALLER À PARIS, JE DEVAIS AVOIR 17 ANS (...) ET JE L'AI VRAIMENT VÉCU COMME... MÊME LE BLED, C'ÉTAIT PLUS FACILE D'ALLER AU BLED QUE D'ALLER À PANAME, DONC EN FAIT T'ARRIVES TU REDÉCOUVRE UN MONDE QUI EST UN PEU DIFFÉRENT.

(...) MALHEUREUSEMENT Y'A TOUJOURS CE CÔTÉ MÉFIANCE, ET SURTOUT NOUS ON SUBIT AU QUOTIDIEN CE MESSAGE DE " VOUS ÊTES DIFFÉRENTS " DONC EN FAIT ON RÉAGIT PAR MIROIR ET ON REJETTE LA DIFFÉRENCE."

C., 29 ans.

UNE SOUS-REPRÉSENTATION SYSTÉMIQUE, QUI LIMITE L'ADHÉSION ET RENFORCE

Les barrières psychologiques

C., 29 ans, nous raconte sa première expérience parisienne, empreinte d'inquiétude : *citation page précédante*.

En plus des inégalités structurelles posées par la notion de discrimination environnementale, il est important de creuser la barrière psychologique et ce qui l'entoure. Nous l'avons vu, il y a un décalage entre les inégalités vécues et le sentiment d'abstraction sur les questions d'écologie. Pour beaucoup de jeunes rencontrés, la question écologique, telle qu'elle est formulée aujourd'hui, reste abstraite :

R., 18 ans, habitant de Cergy.

"Ce n'est pas un sujet qui touche tout le monde parce que c'est un sujet assez élitiste quoi"

Pour B., 17 ans, habitant à Dijon, l'écologie, c'est ringard :

"En fait l'écologie ça a une connotation un peu vieillotte, ça fait un peu ringard alors que c'est vraiment important de s'intéresser à l'écologie parce que c'est l'avenir."

A., 29 ans , habitant de la Saint-Denis, comprend la justice climatique par la justice sociale, sans forcément saisir l'impact à son échelle :

"Alors en fait, la justice climatique, pour moi c'est un peu la même chose que la justice sociale dans le sens où en fait on est tous impactés de manière plus ou moins forte par le climat dans lequel on vit, par exemple tu sais cet été en Inde y'a des gens qui sont morts de chaud. Nous en France on en est pas là, j'espère qu'on en sera jamais là d'ailleurs, mais du coup...Le terme c'est quoi c'est justice climatique c'est ça ?"

Même constat que A. pour R., âgé de 29 ans et vivant à Rosny-sous-Bois par exemple, pour qui la crise environnementale est bien réelle, mais lointaine :

"Le premier truc que j'ai en tête quand on parle d'enjeux environnementaux, je pense pas à un truc proche de moi mais aux effets sur la terre, la fonte des glaces, si on continue comme ça dans 50 ans on aura des réfugiés climatiques parce que les côtes seront submergés. En gros c'est plus l'impact global, planétaire que les choses proches de moi."

Nous avons constaté au cours de notre travail d'enquête que plusieurs acteurs et actrices engagés dans les quartiers populaires avaient conscience de cette importance d'adopter une sémantique plus en phase avec les réalités traversées par les habitants.

La Maison de l'écologie à Saint-Denis tente par exemple de répondre à cette problématique en proposant un accompagnement socioprofessionnel aux habitants, en parallèle d'ateliers pratiques dédiés à l'écologie. Marie-Lou, employée au sein de la Maison de l'écologie, prolonge ce constat en expliquant que l'appellation de sa structure, immédiatement connotée, peut laisser perplexe ceux pour qui l'écologie n'est pas un concept familier :

"Je pense que les gens connaissent plus les maisons de quartiers que les structures comme la maison de l'écologie, qui peuvent peut-être faire un peu peur aussi, parce que c'est plus " technique " ou plus " spécialisé " qu'un endroit convivial où les gens viennent boire le thé, le café."

D'autres jeunes ont tenu à remettre en question l'expression, qui selon eux ne ferait pas transparaître l'essentiel du message.

S.M., âgé.e de 23 ans et vivant à Montmagny, dans le Val d'Oise, nous a répondu :

"Justice climatique je trouve que ça fait sens. C'est un bon terme, mais à échelle institutionnelle, c'est-à-dire que si ça va être pour parler de justice climatique à des plus jeunes tu vois, ou à des gens qui ne sont pas sensibilisés à la question, ça va être un peu problématique. Parce que déjà faut définir, y a tout un travail à faire en amont qui est déjà de définir pourquoi est-ce que la crise climatique nous impacte, c'est quoi le rapport avec nous. "

Constat appuyé par Wiam Berhouma, professeur d'anglais engagée, syndiquée et déléguée au développement et à la promotion de la culture, à l'éducation populaire et à la transmission de la mémoire à Noisy-le-Sec, qui nous disait dès le début de notre entretien:

"C'est inaudible, je ne sais pas si ça accroche les jeunes. Peut-être que comme pour le mot islamophobie, qui est un terme décrié depuis les années 70 mais qui est le nôtre, il faut penser un mot qui soit le nôtre. "

“ON DEVRAIT PLUTÔT APPELER ÇA L’INJUSTICE CLIMATIQUE.”

R., 20 ans

Pour R., 20 ans, vivant à Livry-Gargan, la question doit être abordée différemment :

“On devrait plutôt appeler ça l’injustice climatique. (...) Le problème c’est qu’en fait, tout en haut là, il y a vraiment des personnes qui polluent et en fait ces personnes qui polluent sont à l’origine du problème, il y a des lobbies des choses qui sont bien plus grandes que nous. Souvent on a tendance un peu à culpabiliser les gens parce qu’ils ne font pas quelque chose, mais faut sensibiliser parce que la en culpabilisant quelqu’un bah tu rentres dans un cercle ou bah la personne elle va se braquer et va dire c’est pas la bonne méthode. On doit tous faire des petites actions pour changer des choses mais s’il n’y a pas de réelles actions pour bloquer ces industries, ça va être compliqué quoi”

Cette nuance terminologique va au-delà d’une simple préférence de mots : elle révèle une compréhension profonde des disparités engendrées par le changement climatique. En choisissant d’opter pour “injustice” plutôt que “justice”, le discours se charge d’une dimension éthique et morale, engendre une réaction plus émotionnelle incitant à reconnaître et à agir contre les déséquilibres fondamentaux à l’origine de la crise climatique.
Ce choix linguistique résonne davantage, car il reconnaît la nécessité d’aborder les racines profondes des inégalités liées au climat, prenant leur source dans les inégalités systémiques, appelant à un effort collectif plus prononcé pour non seulement combattre le changement climatique, mais aussi pour rectifier les injustices qu’il perpétue. Il rend le sujet plus immédiat et urgent pour les jeunes adultes conscients des disparités sociales et environnementales. D’où l’importance de bien comprendre ce qui pèse sur leur quotidien.

De manière générale, au moment des questions de définition sur la justice climatique et l’écologie posées lors des entretiens, le non verbal était particulièrement intéressant : inconfort, crainte de donner la “mauvaise réponse”, etc. Nous avons conclu que les jeunes observaient nos réactions au fur et à mesure qu’ils nous répondaient, par crainte de dire une bêtise. La dimension perçue comme trop technique de l’écologie, soulevée plus haut de ce chapitre, constitue un élément de réponse à cette tendance à l’éloignement des jeunes.

Le manque d'articulation des urgences sociales, économiques et écologiques

Il est important de se projeter dans l'expérience des jeunes de quartiers populaires au quotidien, pour pouvoir articuler une écologie au plus proche de leurs besoins. Quoi de mieux que de les écouter sur ce qui les préoccupe ?

L'ensemble des jeunes que nous avons rencontrés ont conscience de l'urgence climatique. Que cet apprentissage ait lieu à l'école, à travers les médias ou leurs expériences propres, indépendamment du genre et de l'âge, tous s'accordent à reconnaître le caractère pressant et global de la crise environnementale, peu importe le terme utilisé. Néanmoins, s'ensuit une discussion sur les 'autres' points d'inquiétudes, considérés comme plus importants de par l'impact à court-terme.

Ainsi, lorsqu'ils sont interrogés sur ce qui les préoccupe le plus, ce sont les difficultés socio-économiques qu'ils expriment en priorité.

M., 15 ans, vivant à Dijon, explique comment la simple gestion des courses devient un fardeau financier et psychologique :

"J'essaie de pas trop consommer pour pas que le coût des courses soit trop élevé pour mes parents."

Quant à H., 31 ans, habitant à Aulnay-sous-Bois, sa préoccupation principale porte sur sa situation financière :

"Ce qui me stresse c'est que c'est la galère, il faut de la thune, très vite tu peux te retrouver dans une situation compliquée.(...). Là, Dieu merci, les darons ils peuvent nous sortir de la galère mais je me dis... tu vois... il faut que je me sécurise parce que c'est chaud, et la cherté de la vie elle fait qu'augmenter."

M. 24 ans, originaire d'Arnouville, a bien conscience que la crise environnementale peut avoir des conséquences aussi dramatiques que la crise économique ou sociale, mais évoque une temporalité différente liée à des préoccupations sur le plus court-terme, qui expliquerait le phénomène de distanciation constaté durant notre travail de terrain :

"Pour moi, c'est parce que c'est pas forcément palpable sur l'échelle du temps, on va dire sur 3 à 4 ans. À long terme ça va amener beaucoup de problématiques, beaucoup d'autres crises, ça va influencer notre mode de vie, mais le truc c'est que c'est vraiment à moyen et à long terme qu'on voit les effets. Alors qu'il y a d'autres choses pour lesquels les effets sont à court terme, comme le combat pour le pouvoir d'achat, la lutte contre l'inflation, c'est des trucs qui sont beaucoup plus palpables maintenant, du coup je comprends que, surtout en quartiers populaires, on est vraiment dans une logique d'urgence, parce que le temps c'est de l'argent alors que les plus aisés sont pas dans cette logique là parce que leur perception du temps est différente. Et comme c'est une question qui a plus un impact sur le long terme, on n'y prête pas attention."

Ces témoignages de jeunes de différentes tranches d'âge révèlent une préoccupation partagée : le coût de la vie.

Lors des entretiens semi-directifs, à la question **"Quelles sont les problématiques identifiées à l'échelle de votre quartier ?"** les réponses spontanées des jeunes ont fait émerger des tendances flagrantes:

Données chiffrées issues de l'enquête menée par Ghett'Up.

100%

ont mentionné la violence, comprenant à la fois des 'émeutes', rixes et violences policières.

50%

ont mentionné le trafic de drogue comme étant également une problématique, de par les insécurités qui l'accompagne.

70%

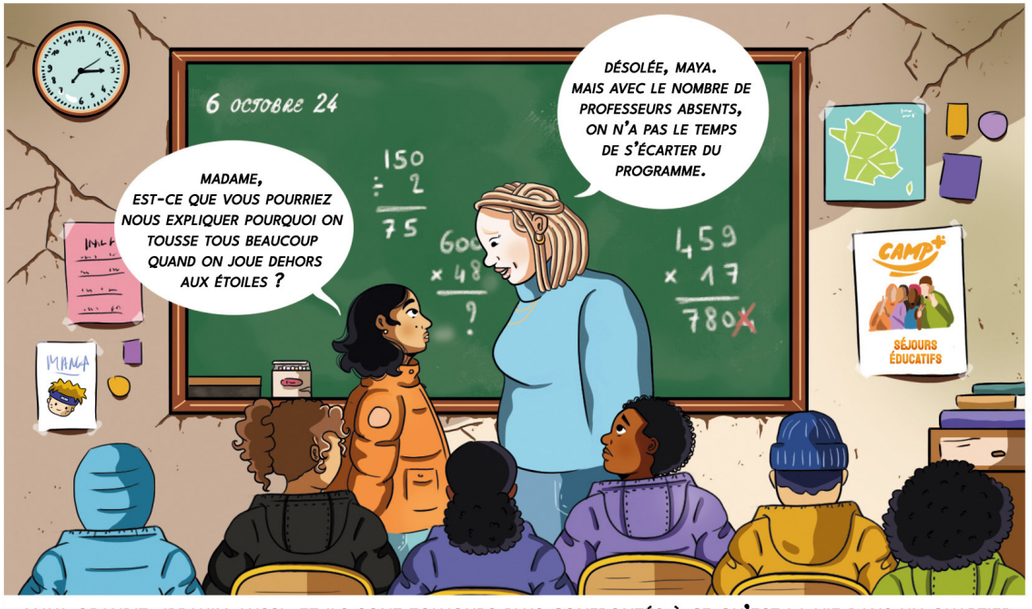
ont mentionné l'enclavement et le manque d'infrastructures (à l'échelle de la ville et rapporté à la grande ville à proximité, le plus souvent Paris). D'ailleurs, le manque de connexion inter-banlieues était très largement mentionné, puisqu'il limiterait fortement l'accès à des emplois proches mais mal desservis.

40%

ont verbalisé "abandon des pouvoirs publics" comme étant une problématique, bien que ce constat transparaît dans nombre d'autres entretiens, toutefois sans être expressément pointé du doigt.

80%

ont mentionné l'insalubrité (logements, propreté des espaces publics).



MAYA GRANDIT, IBRAHIM AUSSI, ET ILS SONT TOUJOURS PLUS CONFRONTÉS À CE QU'EST LA VIE DANS UN QUARTIER POPULAIRE. NE TROUVANT PAS SES RÉPONSES À LA MAISON, MAYA SE TOURNE VERS LE COLLÈGE.

Les possibilités qui semblent être offertes - ou plutôt, imposées - aux habitants de quartiers populaires pour apporter leur pierre à l'édifice ne prennent en compte ni l'impossibilité d'en faire une priorité réaliste, dans un contexte où les besoins de base sont régulièrement mis à mal, ni le sentiment de rejet qui se forme en réponse aux culpabilisations émanant des principales voix de l'écologie en France (d'abord institutionnelles) de ne pouvoir adhérer à ces choix de consommation plus durables. Cette forme de résignation n'est finalement qu'une conséquence des discours institutionnels et médiatiques à destination des jeunes de quartiers.

Pour R., 29 ans, vivant à Rosny-sous-bois, c'est la stigmatisation engendrée par les médias qui le préoccupe :

"C'est l'ambiance un peu, que les politiques et les médias véhiculent, l'image de certaines communautés, de certaines religions, c'est des trucs qui me touchaient pas à la base mais là ça commence à devenir pesant, quand tu vois que les sujets de discussion en général c'est nous."

AUJOURD'HUI, 8 JEUNES DE QUARTIER POPULAIRE SUR 10 NE SE SENTENT PAS REPRÉSENTÉS DE MANIÈRE FIDÈLE DANS LES MÉDIAS.

Enquête IPSOS pour Ghett'Up

L'absence des habitants de quartiers populaires renforce alors le décalage. En écoutant ces témoignages, les acteurs écologistes peuvent mieux comprendre pourquoi la jeunesse de ces quartiers peine à faire de l'écologie une priorité, surtout si d'autres urgences sociales et économiques ne sont pas prises en compte. De plus, si les modalités de participation ne s'adaptent pas à leurs conditions de vie, leur engagement reste limité. Enfin, il est nécessaire de saisir l'impact du climat politique et médiatique sur leur capacité à se sentir acceptés dans des espaces où ils sont sous-représentés.

Enfin, pour la jeunesse antillaise, les choses sont beaucoup plus concrètement liées. Là où parfois le lien entre environnement et préoccupations économiques est plus difficile à percevoir, dans le cas des territoires d'Outre-Mers, le slogan "Fin du monde, fin du mois : même combat"[27] scandé durant la crise des gilets jaunes n'est pas une métaphore.

27. https://oxfamma-gasinsdumonde.be/fin-du-monde-fin-du-mois-meme-combat/

Ici, la terre n'est pas qu'utilisée à vocation économique ; c'est aussi un héritage familial transmis de génération en génération, qui se manifeste à travers les cultures bananières, du café, mais encore de la canne à sucre. Alors, lorsque le réchauffement climatique et l'inaction des pouvoirs publics affectent la récolte, comme pour les agriculteurs, c'est toute leur vie qui est mise en jeu.

Ceci dit, les territoires d'Outre-Mers souffrent d'une forme de négligence accrue. Réapparaît alors la notion de racisme environnemental, abordée plus haut : on se permettra de davantage polluer, de moins contrôler et réguler dans les espaces où les habitants sont déjà soumis à maintes autres discriminations dans leur quotidien. Le combat des quartiers populaires, ici ou là-bas, est le même.

S., 35 ans, qui a grandit en Guadeloupe jusqu'à devoir venir en métropole pour étudier, nous raconte le monopole de la terre et les conflits :

“L’agriculture, la terre, c’est le gagne pain de beaucoup de monde là-bas. Mais aujourd’hui, les plus grands terrains appartiennent aux descendants de contremaîtres, ou bien aux bekke. Ils ont plus d’argent, ils ont la main-mise sur la vente et sur tous les marchés en Guadeloupe. Nous, on produit pour se nourrir et subvenir à nos besoins. On cultive comme nos ancêtres : les tubercules, la canne à sucre. On préserve cet héritage. Mais au final, ce sont eux qui s’enrichissent et qui ré-investissent cet argent. Rien ne changera tant qu’on ne se soulèvera pas, au prix des sacrifices.”

L’agriculture y est complètement asservie aux financements européens excluant les petits agriculteurs porteurs de projets alternatifs (comme ceux en circuit-court).

Dans le prochain chapitre, nous explorerons pourquoi l’écologie actuelle a besoin des jeunes des quartiers populaires.

Nos vécus, résilience et capacité d’innovation sont des atouts indispensables pour construire un mouvement écologique plus inclusif et efficace. Ces jeunes, qui jonglent avec les réalités du quotidien tout en aspirant à un avenir meilleur, sont les véritables porte-voix d’une transition écologique pour tous.

L’ÉCOLOGIE DOIT S’ENRACINER DANS NOS VOIX.ES

CHAPITRE 2

“TU M’AS PARLÉ DE MOLIÈRE, FLAUBERT, BAUDELAIRE, MOI C’EST SENGHOR, CÉSAIRE ET MARTIN LUTHER, TU M’AS PARLÉ DE DE GAULLE ET DE NAPOLÉON, MOI C’EST MANDELA, LUMUMBA ET STEVE BIKO”
Disiz La Peste

QUATRE VOIX, QUATRE EXEMPLES DE PROJETS ÉCOLOGIQUES ANCRÉS LOCALEMENT

L’expérience de Aminata Cissokho, âgée de 27 ans et entrepreneure issue de Garges-Sarcelles est révélatrice. Engagée depuis des années dans la ville qui l’a vue grandir, Aminata a créé en 2019 un espace qui intègre une laverie, un espace de jeu pour enfants, une cafétéria et un espace de co-working. Avec pour ambition première de créer davantage de lien social dans son quartier, La-co’Work & Co s’inscrit également dans une dimension écologique forte :

*“L’idée ce serait vraiment de la restauration, en fait le but c’est de promouvoir l’alimentation saine durable et locale au cœur des quartiers. Bon on va pas faire du végan non plus ! *rires*. Mais dans les quartiers tu trouves toujours des fast-foods, mais jamais des restaurants qui vont te proposer de la nourriture saine tu vois et donc le but en fait c’était de pouvoir apporter une autre solution à l’alimentation des gens en général. Donc notamment en cuisinant des légumes de saison en ayant des recettes qui sont assez saines pour les habitants tout simplement à des prix abordables. (...)*

On propose des ateliers où justement on apprend aux habitants à fabriquer leur propre lessive à partir de produits naturels et du quotidien on a aussi un atelier qui s’appelle “ dans mon frigo j’ai ”, et du coup c’est aussi pour la lutte contre le gaspillage alimentaire en fait c’est de reproduire un frigo d’une famille à peu près de 4 personnes avec des restes et de les revaloriser, dans la nouvelle nourriture. Donc c’est un peu les actions qu’on mène dans le centre social, et qu’on essaie un peu de démocratiser en dehors.”

Pourtant, tout au long de l’entretien, Aminata ne met jamais en avant la dimension écologique de son projet :

“Je dirais au-delà de l’écologie c’est bien beau de leur faire fabriquer des lessives, mais je ne placerai pas l’écologie au premier plan, je placerai plus la gestion des conflits entre jeunes. Parce que là vraiment on parle de morts, on parle de dégâts qui sont bien plus importants.”

Diangou Traoré, militante contre les violences policières et le mal-logement dans son quartier à travers l’association Franc-Moisins Citoyenne à Saint-Denis, nous explique son approche lorsque les questions environnementales se posent sur la table auprès des habitant.e.s de quartiers :

> “Dans mon projet je parle directement de réemploi ou de ressourceries pour éviter le maximum de déchets, donc je n’emploi pas le terme écologie. Il parle aux gens, parce qu’il y en a qui l’utilise, mais ça dépend de comment on l’emploie. La dernière fois je parlais de la destruction d’un bâtiment avec une maman, et elle était inquiète par le fait que la destruction allait provoquer beaucoup de poussières, écologiquement ce n’est pas bon. Ils savent ce qu’est l’écologie, mais pour mieux qu’elles comprennent je mets des situations concrètes derrière ce terme.”
> *Diangou Traoré*

“MOI L’ÉCOLOGIE, JE SUIS ENTRÉ DEDANS AVEC LA QUESTION DE L’ÉGALITÉ DES CHANCES, DE LA JUSTICE SOCIALE CAR LES DEUX SONT LIÉS.”

Mamadou Dembele

The Impact Story, média fondé par Mamadou Dembele, vise à partager des histoires inspirantes et à mettre en lumière des acteurs de la transition écologique et sociale. Il utilise son influence sur les réseaux sociaux, avec plus de 300 000 abonnés cumulés, pour diffuser des messages d’optimisme et promouvoir une innovation accessible. Il nous explique ici qu’il a dû passer par l’égalité des chances pour accéder à l’écologie :

“Moi l’écologie, je suis entré dedans avec la question de l’égalité des chances, de la justice sociale car les deux sont liés. L’idée c’est de savoir comment parler d’écologie en intéressant les gens parce qu’aujourd’hui ils trouvent ça soit très moralisateur soit trop éloigné du quotidien.

(...) ***Mon approche est vraiment portée sur le concret, quand je parle d’un projet, je ne dis pas que ce projet est écologique, je montre en quoi il est intéressant.*** *Ensuite, je dis en quoi il est écologique. Dans mon format d’actualité positive, je parle d’environnement et de société.”*

Au Front de Mères, un syndicat de parents qui lutte contre les discriminations, dont Goundo Diawara, la secrétaire générale, nous explique sa démarche sémantique et politique, ancrée dans la parentalité :

“Ce discours on a réussi à le faire comprendre aux habitants, l’idée que l’écologie nous concerne en premier et qu’on doit et on a besoin de s’y investir, c’est au Front de Mères qu’on a travaillé là-dessus avec les mamans. Ce discours a contribué à mêler justice sociale et justice climatique. Le front de mères ça a été la réappropriation de ces questions là. Le fait de se dire que c’est aberrant que la plus grande maternité d’Île-de-France soit à l’ouverture d’autoroutes. La question de l’ouverture des bouches d’eau a aussi posé la question de la bétonisation à l’extrême, la question de l’aménagement de l’espace.”

OÙ SONT NOS GRETAS? L’ÉVIDENTE NÉCESSITÉ DE RENOUVELER LA REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

À la question
“Vous sentez-vous représentés par le mouvement écologique ?”
Données chiffrées issues de l’enquête menée par Ghett’Up.

70% ont répondu **ne pas être représentés**

30% ont répondu **se sentir représentés.**

À la question
“Quelles sont pour vous les figures emblématiques de la lutte pour l’écologie aujourd’hui ?”
voici le TOP 3

TOP 1 GRETA THUNBERG
TOP 2 JE N’EN CONNAIS PAS
TOP 3 JANE GOODALL

Parmi les cités se trouvent : Ghett’Up, Banlieue Climat, Fondation Goodplanet

“(...)C’EST LES JEUNES QUI SONT LES PLUS INTÉRESSÉS PAR CE SUJET ET LES PLUS ANGOISSÉS.”

Quand la voix est celle de figures locales, non seulement elle porte plus fort, mais le diagnostic est aussi plus fin, plus complet et plus adapté. Pour enclencher le cercle vertueux de la représentation, comme beaucoup d’autres causes, il faut briser l’engrenage et créer des brèches de représentativité.

Ces chiffres, datant de 2022 sont à nuancer par la proximité de l’association Ghett’Up avec les jeunes interrogés ou par les recherches faites par les jeunes sur notre association avant de nous répondre. Ceci dit, ils montrent surtout l’importance de visibiliser tous les activistes et acteurs de proximité complètement passés sous les radars afin de combler le décalage social.

Pour R., 29 ans, habitant de Rosny-sous-Bois, l’écologie, c’est pour les “bobos” :

“J’ai jamais vu de gens qui nous ressemblaient ou alors des sujets qui parlaient de quartiers en lien avec l’écologie, les enjeux environnementaux , à part chez Ghett’Up.”

Nous avons par ailleurs été étonnés de constater que beaucoup de jeunes rencontrés ont cité Greta Thunberg comme personnalité inspirante au cours de nos entretiens, une jeune femme qui ne vit pourtant pas dans le même pays qu’eux et ne parle pas leur langue :

“Jane Goodall, Greta Thunberg, je crois pas en connaitre d’autres.”
D., 19 ans, habitante de Montmagny

“Je pense directement à Greta Thunberg, il en faut plus des personnes comme elle, comme nous quoi, de différents âges”
F., 18 ans, habitante de Saint-Denis

“Greta Thunberg, vu qu’elle est jeune, moi et ma classe quand on avait regardé un documentaire sur elle ça nous avait motivé et on voit des articles comme quoi c’est les jeunes qui sont les plus intéressés par ce sujet et les plus angoissés.”
M., 17 ans, habitant de Drancy.

Nous n’avons pas pu nous empêcher de nous interroger : qu’en serait-il si des figures militantes qui partagent les mêmes trajectoires biographiques que ces jeunes étaient propulsées sur le devant de la scène écologique mondiale ? Quel impact cela aurait auprès des jeunes dans leur volonté à se mobiliser pour la justice climatique ?

Pour M., 24 ans, vivant à l’Ile-Saint-Denis, les actrices et acteurs ayant des trajectoires similaires aux habitants de quartiers populaires doivent être mis en avant :

“ILS LEUR FAUT DES GENS INSPIRANTS, DES GENS QUI VIENNENT DE LEUR QUARTIER, ET QUI LEUR RACONTENT. RIEN QUE DE RACONTER FRANCHEMENT ET INTERVENIR AUPRÈS DE JEUNES EN DIFFICULTÉ OU EN DÉCROCHAGE SCOLAIRE. ÇA LES TOUCHE DÉJÀ, ILS SE DISENT “ON VAUT MIEUX QUE ÇA, ON PEUT ENTREPRENDRE, ON PEUT RÉALISER QUELQUE CHOSE.” FAUT MULTIPLIER CES CHOSES-LÀ, IL LEUR FAUT DES GENS INSPIRANTS, DES GENS QUI VRAIMENT VIENNENT LEUR PARLER ET QUI VIENNENT LES TIRER UN PEU.”

Plus les porte-paroles et les actions reflètent les trajectoires, les réalités, ainsi que leurs références symboliques et culturelles, mieux le message passe et plus des vocations se créent.

Ceci dit, ces espaces ne sont pas exempts des rouages d’une société capitaliste et individualiste, qui pousse à l’incarnation et à la mise en valeur individuelle. Éviter de reproduire ce schéma en quartier lorsque l’on parle d’écologie, c’est aussi s’assurer de ne pas essentialiser le discours.

L’offensive médiatique, conjointement au pouvoir collectif, c’est la recette de Banlieues Climat : impulsée par Abdelaali El Badaoui, Feris Barkat, Sanaa Saitouli et Sefyu, cette association vise à fédérer, sensibiliser, inspirer les populations des quartiers populaires sur les questions environnementales et climatiques, afin de faire émerger leurs voix et des projets locaux dans le débat public et développer leur pouvoir d’agir.

La mise en avant de Féris Barkat dans les médias sert toujours à être un tremplin pour les jeunes de quartiers formés par Banlieues Climat. Partout où il va, Féris le matraque, il n’est pas seul, ni une exception. Malgré les risques d’essentialisation, les acteurs du changement sont partout dans nos communautés et leur donner une plateforme, c’est contribuer à la création directe d’un écosystème d’activistes à différentes échelles, au sein duquel les représentations sont diverses et variées. C’est une réelle vague verte, qui inspire et rend l’engagement accessible, sans code, étiquette ou pré-requis.

Au-delà des figures de notre génération et de celles qui nous suivront, il existe une source d’inspiration et de savoir dans lesquelles sont pétries nos voix : nos aînés. Dans la section suivante, “Le rôle central de Nos Daron.ne.s, une expertise héritée”, nous plongeons dans l’univers des connaissances écologiques transmises de génération en génération. Ces pratiques, engagements souvent tû et traditions sont des témoignages vivants de l’écologie en action.

LE RÔLE CENTRAL DE NOS DARON.NE.S, UNE EXPERTISE HÉRITÉE

Nous l'avons vu, les jeunes rencontrés durant ce travail d'enquête sont conscients de ce qu'il se joue à échelle mondiale pour le climat. Bien qu'ils en perçoivent certaines conséquences dans leurs vies, ils ne sont pas toujours en mesure de les lier au réchauffement climatique et aux injustices environnementales. Par exemple, pour beaucoup d'entre eux, le manque d'accès à une alimentation saine n'est pas directement lié à une discrimination environnementale.

En conduisant ces entretiens, nous avons pris la mesure de ces pratiques qui leurs paraissaient jusque-là banales et non-conscientisées, et avons compris qu'elles étaient en réalité le résultat d'une formidable chaîne de transmission écologique qui prend racine, pour les héritiers de l'immigration, en Afrique ou en Asie, et qui arrive jusque dans nos quartiers.

Le monde peut tant apprendre de nos parents.

La forte dimension écologique dans les foyers occidentaux issus de migrations est un constat socio-géographique partagé un peu partout en Occident. Ceci est un constat partagé à l'étranger par d'autres chercheurs étudiant les pratiques écologiques dans des espaces à fort brassage culturel, comme le démontre les articles suivants:

- *"Migrants can be a transformative force for sustainable development"* (The Conversation, Janvier 2024) dans le contexte hollandais, mais aussi dans le contexte britannique,
- *"'It's what I've always done': Continuity and change in the household sustainability practices of Somali immigrants in the UK"* (S. MacGregor, C. Walker, T. Katz-Gerro. 2019),
- ou en Australie à propos des descendants d'immigrés asiatique de seconde génération[28] (*Young Australian migrants and environmental values: how and why do certain migrants practice care?* Western Sydney University, Dr Sukhmani Khorana, Claudia Sirdah. February 2021)

28. Ceci inclut, par exemple : le recyclage et la réutilisation des articles consommables ; l'utilisation prudente de l'eau et de l'électricité ; les jardins potagers et le compostage ; achat et consommation éthiques.

Pour ne citer qu'un exemple, dans le contexte britannique, les problématiques rencontrées sur l'utilisation du terme "développement durable" furent les mêmes que pour nous en France:

"La principale découverte est que les participants n'ont pas immédiatement reconnu ou identifié la notion occidentale de durabilité environnementale. Cependant, une fois le principe général expliqué, les participants ont proposé leurs propres interprétations, souvent basées sur les relations familiales et un sens religieux de la responsabilité envers les générations futures qui combinent le soin de l'environnement, des ressources et de la santé. Les interprétations de la durabilité par les participants sont apparues comme faisant partie de leur prise de décision quotidienne et de leurs principes, même sans avoir le mot lui-même dans leur vocabulaire."

En effet, le concept d'«écologistes involontaires » élaboré par Hitchings en 2013 explore l'idée que des individus peuvent adopter des comportements qui bénéficient à l'environnement, sans nécessairement avoir l'intention de le faire ou même sans se reconnaître comme des militants écologiques. Ces individus mènent des vies à faible impact environnemental non pas parce qu'ils sont activement engagés dans le mouvement écologiste, mais plutôt en raison de leurs pratiques culturelles, de leurs habitudes de vie voire de leurs contraintes économiques.

Lorsque le Président de la République annonce en août 2022 les derniers jours "de l'abondance" et "de l'insouciance"[29], bon nombre d'habitants de quartiers populaires et de milieu modestes se demandèrent s'ils les avaient déjà connus. Sans grande surprise, le spectacle des Ministres défilant dans les médias quelques mois plus tard les laissèrent à nouveau de marbre. Car dans les quartiers populaires, l'abondance n'a jamais vraiment existé.

29. Macron prépare les esprits à " la fin de l'abondance " et " de l'insouciance "". La Tribune, août 2022

Ce que les experts de la question climatique qualifient d'éco-gestes et de sobriété énergétique sont en réalité des pratiques qui relèvent du bon sens pour une grande majorité d'habitants de quartiers populaires. **Tous les jeunes que nous avons rencontré ont souri à l'évocation des boîtes hermétiques réutilisées** à tort et à travers par nos parents, ou à cette règle infaillible qui nous imposait **de porter les vêtements de nos grands frères et grandes sœurs**.

M., âgé de 24 ans et habitant d'Arnouville nous explique que ces gestes sont issus d'une pratique ancrée dans un schéma familial et culturel :

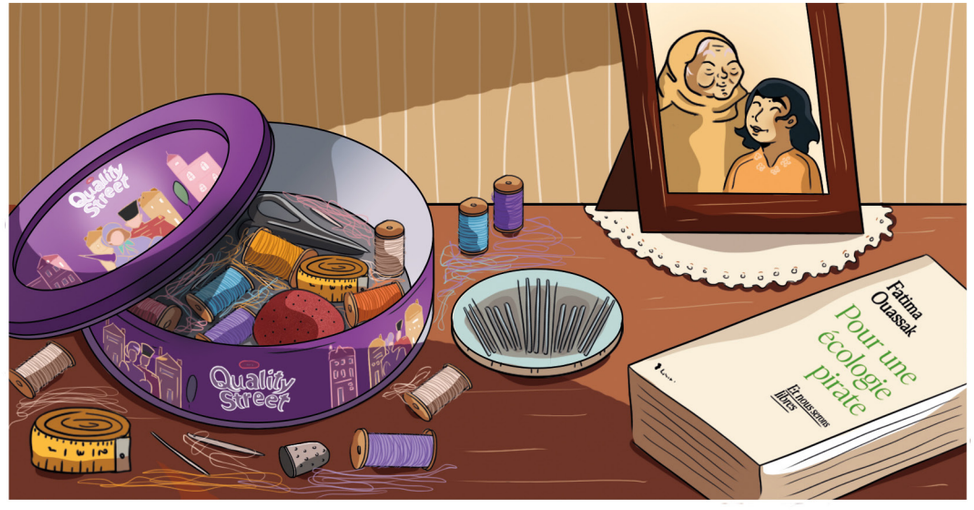
"Culturellement, en fait c'est dans quasiment toute l'Afrique, ta propriété, c'est pas vraiment ta propriété, c'est la propriété de la famille. Et par extension, par exemple au niveau des habits, s'échanger des habits, c'est pas du tout un problème, même au niveau des jeux. Un exemple tout bête que j'ai, c'est mon grand cousin qui avait la play, il me l'a prêtée pendant une semaine parce qu'il jouait pas forcément avec et du coup il me l'a donné. Enfin tu sais ce genre de pratique là. Des trucs que depuis tout petit, je les vois donc pour moi, c'est presque un truc normal. (...) Ces questions, en vrai je les comprends parce que le truc c'est que c'était presque mon combat en master (...) je me disais "mais attends mais nous on est plus écolo qu'eux". Déjà par exemple par rapport à la seconde main, l'extension de la durée de vie des produits, on la fait durer le plus longtemps, on se dit pas juste "OK le produit a une durée de vie de 2 ans". Un téléphone, je crois en moyenne, ça doit être 2-3 ans en France. Nous, pendant très longtemps, on faisait vivre nos téléphones le plus longtemps possible. Si c'était pas nous qui l'utilisions c'était quelqu'un d'autre."

Wiam Berhouma, professeure d'anglais et élue municipale à la culture dans la ville de Noisy-le-Sec, contextualise à son tour des expériences de pratiques économiques devenues de bons souvenirs, qu'elle pointe aujourd'hui comme étant intrinsèquement écologiques mais trop peu valorisées pour et par ses usagers.

"Les boîtes de gâteaux qui étaient des boîtes de couture, les remèdes de grand-mère, tout soigner à l'huile d'olive, alors qu'aujourd'hui on est taxés de gros consommateurs, de taxer la sécurité sociale... Parler de ça aux jeunes, ça donne une dimension complètement différente. Et c'est un discours pas du tout porté par la gauche, qui parle que des vélos et des zones ZFE qui sont excentrées, isolées de la ville et pas accessibles aux habitants précaires."

Ici, Wiam Berhouma pointe du doigt un sujet important en mentionnant partis politiques et maillage administratif. En effet, y compris pour les militants et personnes engagées pour l'écologie dans les quartiers populaires, un constat est souvent partagé : quand on parle d'écologie en dehors du quartier, dans d'autres sphères politiques et militantes, on ne parle pas tout de la même chose.

CHEZ MAYA, C'EST LE GRAND MÉNAGE D'ÉTÉ. ILS RANGENT, ILS TRIENT, ET SURTOUT, ILS PRÉPARENT LES VÊTEMENTS À ENVOYER À LEURS COUSINS, AU PAKISTAN. ICI, LA GÉNÉROSITÉ, LE TRI ET LE RECYCLAGE SONT DES PRATIQUES QUI SE TRANSMETTENT DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION.



C’EST UNE SOLIDARITÉ QUI EST INSTAURÉE AUTOMATIQUEMENT. QUAND TU RÉFLÉCHIS, CETTE SOLIDARITÉ VIENT DU “BLED”. NOS PARENTS PARTAGEAIENT AVEC LEUR VOISIN ET ILS ONT ENSUITE RAMENÉ CE PRINCIPE DANS LES QUARTIERS.

Diangou Traoré

Diangou Traoré militante à travers l’association Franc-Moisins Citoyenne à Saint-Denis, nous expliquera, sur la même lignée que les précédents entretiens, que ces pratiques font bien partie d’un héritage commun dont il faut être fier, et qui dépasse les simples pratiques écologiques pour insister sur la notion de communauté :

“Si un jean ne te va pas, il ira forcément à quelqu’un d’autre. On ne le jettera pas. (...) C’est une solidarité qui est instaurée automatiquement. Quand tu réfléchis, cette solidarité vient du “ bled ”. Nos parents partageaient avec leur voisin et ils ont ensuite ramené ce principe dans les quartiers. Tu ne mourras jamais de faim dans un quartier, car ton voisin te donnera toujours de quoi vivre. Ils nous ont inculqué ça, et on reproduit automatiquement ce qu’ils faisaient avec ce bagage de générosité. On mime nos parents, au-delà de la nourriture, nos parents se mobilisaient lorsqu’un voisin allait potentiellement se faire expulser ou se battaient pour que certains bus soient plus longtemps en service pour rentrer chez eux après le travail. C’est quelque chose d’enfoui en nous et qu’il a fallu un élément déclencheur pour provoquer tout ça.“

Les racines des parents de jeunes vivant en quartiers populaires, bien souvent dans d’autres continents, façonnent cet héritage et la relation à l’environnement.

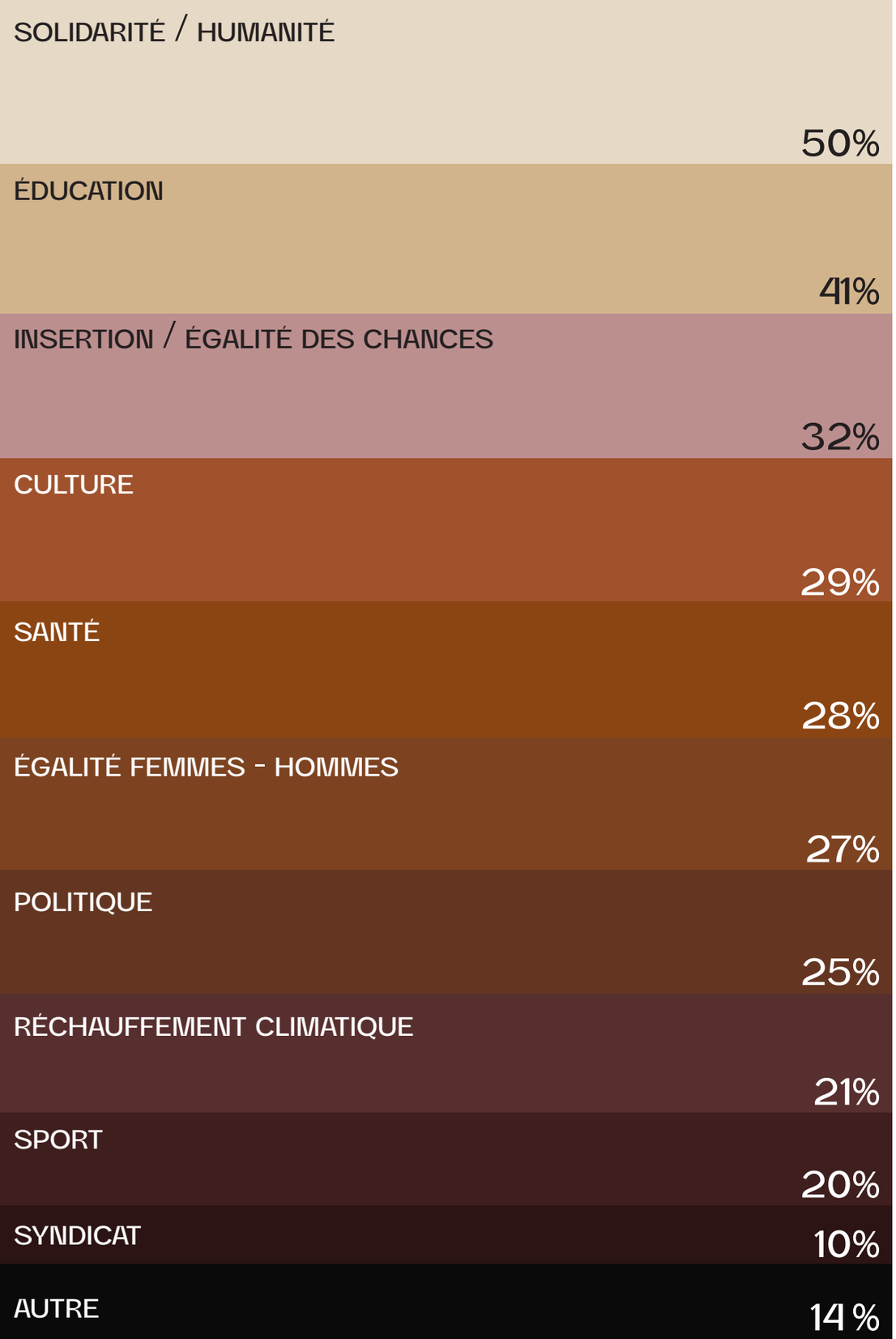
Beaucoup d’entre eux se reconnaîtront à travers la figure du père rêvant de “rentrer au pays” pour avoir une ferme et élever ses animaux. Les récits de matinées où ils ou elles accompagnaient à leur tour leurs parents travailler dans les champs, où les enfants jouaient pendant que les parents s’occupaient du potager, les scènes de partage des récoltes avec les voisins.

Car au-delà d’un rêve d’exil, ce fut leur réalité, avant le parcours migratoire. Ces souvenirs sont transmis aux plus jeunes, bien qu’ils ne les aient pas vécus eux-mêmes. Alors ils portent en eux un lien à la nature intrinsèque, peu affirmé dans leur milieu urbain, mais qui se manifeste quasi systématiquement lorsqu’ils “rentrent au pays”.

“NOS DARON.NES”

est une web-série documentaire initiée par l’association Ghett’Up, qui met en lumière les histoires et les parcours des parents issus de l’immigration, à travers les yeux de leurs enfants. Lancée le 1er janvier 2021, cette série intergénérationnelle a pour objectif de rendre hommage à ces “daronnes” et “darons”, tout en permettant à la jeunesse héritière de l’immigration de se réapproprier leur histoire familiale et collective.

À travers des dialogues intimes et profonds entre parents et enfants, la série aborde des thèmes variés liés à l’immigration, la transmission, l’identité et les luttes sociales. “Nos Daron.nes” est non seulement un hommage aux sacrifices et aux leçons de vie des parents, mais aussi une invitation pour les jeunes générations à prendre leur place dans l’Histoire et à affirmer leur identité dans la société française.



DU QUARTIER AU PAYS, L'ATTACHEMENT À LA TERRE

À la question:**"Sur quelle cause(s) te mobilises-tu le plus ? "**
(base: À ceux qui sont engagés sur au moins un projet)

Enquête Ghett'up menée avec l'IPSOS,
Les jeunes des quartiers populaires et l'engagement – Mai 2024
(schéma à gauche)

Avant de passer aux jeunes, parlons des parents. Les expériences migratoires, comme discutées dans la web-série "Nos Daron.ne.s" par Ghett'up, ont souvent représenté une première forme d'expropriation pour de nombreux immigrés ruraux, appelés par la France et autres pays de l'Hexagone après la seconde guerre mondiale et le contexte post-colonial, qui ont perdu non seulement leur terre, mais aussi leur rapport traditionnel à la nature en arrivant en France. Dans les zones urbaines, les petites parcelles de jardins partagés offertes par les villes étaient censées redonner un accès à la terre. Toutefois, ces initiatives, insuffisantes et très demandées, exacerbent le sentiment de perte et de déracinement. Cette rupture a alors altéré la transmission du lien naturel avec l'environnement aux générations suivantes.
Les enfants d'immigrés maintiennent un lien fort mais complexe avec l'environnement, héritage de l'expérience dénaturée de leurs parents, illustrant une connexion profonde mais difficilement identifiable directement à la terre de leurs ancêtres.

Pierre Bourdieu parlera d'urbanisation pathologique"[30] pour décrire les effets destructeurs de la politique coloniale sur les populations rurales. Ce processus a impliqué le déplacement forcé des ruraux, pour la plupart issus de l'immigration post-coloniale, vers des environnements urbains où ils n'étaient ni préparés ni souvent bienvenus, engendrant une série de problèmes sociaux et économiques. Ce déracinement a entraîné une altération d'identité, d'autonomie et de lien avec leur environnement naturel, forçant ces populations à s'ancrer dans un contexte urbain qui ne correspondait ni à leurs capacités financières ni adapté à la préservation en toutes formes de leurs cultures, créant ainsi des frictions et un malaise qui perdurent souvent dans les générations suivantes.[31]

30. Bourdieu, P. (2006) 'L'aliénation', dans Sociologie de l'Algérie

31. Se référer aux travaux de Malika Mansouri, Nacira Guénif-Souilama, ainsi qu'au rapport sur l'engagement publié par Ghett'Up en 2024

C'EST LES VACANCES D'ÉTÉ, ET IBRAHIM ET SON PÈRE DÉCIDENT DE RENTRER AU SÉNÉGAL. LA VIE À LA CAMPAGNE, CE N'EST PAS TROP SON TRUC, MAIS IL EST CONTENT D'EN APPRENDRE PLUS SUR SA FAMILLE ET SES ORIGINES. POUR LUI, C'EST UN RETOUR AUX SOURCES.

Si l'engagement des jeunes à mener des projets humanitaires et écologiques sur le territoire français semble moins visible (ou visibilisé), il est plus fluide et organisé quand il est en direction des pays d'Asie ou d'Afrique, des "pays d'origine", comme en témoignent les nombreuses initiatives de construction de puits ou de plantations d'arbres portés par des jeunes de quartiers populaires. Le voyage humanitaire avec pour objectif de planter des arbres ou de construire un puit est un classique de l'associatif en quartier populaire.

Autre exemple : la mémoire collective des feux de forêt dévastateurs qui ont frappé l'Algérie en 2021 demeure vive. Cette tragédie écologique a suscité un véritable élan de solidarité envers les habitants de "là-bas" (qui est une dimension omniprésente), qui s'orchestra via les réseaux sociaux et notamment par les membres issus de cette communauté d'origine.

D'une part par les attaches familiales, la proximité géographique et culturelle mais aussi parce que ces pays sont des "pays du sud" et que "leur situation est pire que la nôtre". Les premières victimes du dérèglement climatique sont celles qui ont subi la colonisation et qui ont le moins de moyens à leur disposition pour se défendre.

La mobilisation, l'indignation et la reconnaissance que ce sont nos proches vivant là-bas qui sont les premières victimes du réchauffement climatique devient un automatisme. Face à ce constat, le besoin d'agir et la priorité de "commencer par eux" s'ancrent comme une évidence absolue.Face à ce constat, le besoin d'agir et la priorité de "commencer par eux" s'ancrent comme une évidence absolue.

Pour T., 18 ans et habitant.e d'Epinay-sur-Seine, les inquiétudes sont davantage dirigée à l'égard de "ceux qui n'ont rien demandé, et pourtant reçoivent tout" :

"Je pense à toutes les personnes qui seront vraiment impactées, les vagues de migrants, ces personnes qui n'ont rien demandé et pourtant qui reçoivent tout. C'est vraiment ça qui me fait peur, c'est pas forcément ceux qui habitent en France qui seront impactés, mais vraiment ces gens qui n'ont rien demandé, qui ne consomment même pas, et qui se retrouve comme ça à devoir quitter leur maison, à tout quitter parce qu'ils peuvent plus vivre là où ils étaient à cause d'autres personnes. Je trouve ça vraiment injuste."

T. arrivera même, lors de cet entretien, à mettre le doigt sur des symptômes s'apparentant à de l'éco-anxiété, état de détresse émotionnel et psychologique lié aux enjeux environnementaux.

Il est d'ailleurs intéressant de mentionner que les dispositifs de prévention de l'éco-anxiété sont aujourd'hui principalement ciblés sur les CSP+ (41 % sont cadres, cadres supérieurs et professions libérales), diplômés de l'enseignement supérieur (38 % ont un niveau Bac+5, 76 % ont au moins un niveau Bac+2 et 84 % au moins un niveau Bac) et avec un terrain de sensibilité préexistant aux enjeux écologiques.[32] Une inégalité de plus.

"Je sais qu'à un moment je me sentais trop stressée par rapport à ça, je me disais "mais je dois faire quelque chose", alors qu'en vrai ce que je fais c'est déjà bien... Et il faut être réaliste, c'est pas forcément moi qui vais absolument tout changer, même si je dois agir pour pousser les grosses compagnies quoi, et qu'on ne mette pas trop de pression sur ceux qui essayent déjà. Ouais, ça s'appelle l'éco anxiété je crois."

32. Restitution d'enquête sur l'éco-anxiété dirigé par Charline Schmerber, panel de 1264 personnes.

“QUAND ON M’EXCLUT UN PEU D’UNE CERTAINE MANIÈRE DE LA FRANCE, C’EST VRAI QUE ÇA ME BLESSE UN PEU. PAS EXCLU DANS LE SENS OÙ JE NE PEUX PAS PARLER MAIS DANS LE SENS OÙ MA PAROLE EST MOINS VALORISÉE. ÇA FAIT DU MAL SURTOUT POUR L’IDENTITÉ”

R., 20 ans

F., 18 ans, habitant.e de Saint-Denis appuie ce propos. L’urgence n’est pas ici, mais bien de l’autre côté de la Méditerranée :

“En Occident, c’est un peu de l’indifférence mais ce qui va plus me toucher (…) c’est plus l’Afrique, l’environnement en Afrique.”

Cette facilité à s’approprier l’écologie dans les pays des Suds est à la fois issue d’un raisonnement rationnel mais également d’une errance identitaire. Théorisée par Abdelmalek Sayad sous le concept de double absence, cet entre-deux reflète un ensemble de contradictions et de dilemmes auxquels se retrouvent constamment confrontés les personnes issues de l’immigration post-coloniale. Ne se sentant véritablement chez soi ni ici, ni là-bas, sentiment de culpabilité d’être ici lorsque le là-bas souffre tant, physiquement absent dans son pays d’origine, socialement absent dans son pays d’accueil, ce sentiment de double-absence semble se projeter sur les jeunes issus de l’immigration même après plusieurs générations.

R., 20 ans, originaire de Livry-Gargan, nous a fait part de son rapport à son identité et son sentiment d’appartenance :

“En vrai de vrai mon sentiment d’appartenance à la France est quand même plutôt important, dans le sens où je suis engagé dans une association qui est basée sur le territoire français pour aider la population française et surtout les jeunes français à se valoriser et aider à se développer. C’est vrai qu’à partir de ce moment-là c’est sûr que j’ai un attrait un peu patriote à la France, parce que j’y ai vécu toute ma vie. Ma langue maternelle c’est le français, c’est la première langue que j’ai apprise, donc souvent quand on m’exclut un peu d’une certaine manière de la France, c’est vrai que ça me blesse un peu. Pas exclu dans le sens où je ne peux pas parler mais dans le sens où ma parole est moins valorisée. Ça fait du mal surtout pour l’identité. Quand je suis en France en fait on me dit que je ne suis pas français, et en Algérie bah je ne suis pas algérien parce que je suis en France. C’est une question de où est ta place en fait, trouver ta place dans la société de ton identité.”

APRÈS LES COURS, IBRAHIM ET MAYA DÉCOUVRENT, EN MÊME TEMPS QUE LE RESTE DE LA PLANÈTE, L’AMPLEUR DE LA CATASTROPHE NATURELLE EN LYBIE, LA TEMPÊTE DANIEL.

Rapportés à l’engagement et à la question écologique, nous ne pouvons pas attendre des jeunes à qui l’on rappelle constamment qu’ils ne sont pas complètement chez eux, qu’ils doivent s’imprégner de la terre où ils vivent jusqu’à développer un attachement inébranlable pour cette dernière. Cet attachement à la terre est théorisé par Fatima Ouassak dans son ouvrage Pour une écologie pirate. En somme, il faut pouvoir se sentir chez soi pour protéger sa terre.

C’est ce que R., 20 ans, a constaté et ajoute :

“C’est sûr que c’est plus facile de s’engager dans un pays que tu connais surtout qu’on a les parents qui sont immigrés, donc au final tu connais la réalité du pays, par rapport au réseau de départ, aux parents, par rapport à ta famille c’est quelque chose que tu connais. Forcément t’as plus de facilité à identifier ces problématiques là parce qu’elles arrivent beaucoup plus facilement à tes oreilles, donc c’est sûr que c’est un peu plus facile de s’engager dans un pays d’origine.”

On peut alors aisément se rendre compte que l'engagement de la jeunesse dans les causes humanitaires et écologiques, particulièrement dans leur pays d'origine, transcende simplement l'aide apportée : elle s'inscrit dans une forme de quête de réconciliation avec leurs racines et leur identité. En reprenant nos luttes comme référentiels[33], comme source de fierté pour nos parents, nous honorons non seulement leur héritage, mais nous renforçons également notre propre sentiment d'appartenance. **Cet engagement devient un pont entre les générations, une manière de rendre hommage à ceux qui nous ont précédés, tout en forgeant un avenir plus juste et durable pour ceux qui suivront.**

33. Cf du rapport sur l'engagement des jeunes de quartiers populaires. Ghett'Up, 2024

À travers ce chapitre, nous avons plongé dans le rôle clé des jeunes des quartiers populaires dans le combat pour la justice climatique, dans leur quotidien, dans leur vie de famille et à l'international. On découvre comment leur héritage et leurs pratiques écologiques, souvent négligées, sont en fait des atouts puissants pour encourager l'engagement mais aussi repenser l'écologie. Ce chapitre nous montre qu'il est temps de reconnaître et de valoriser ces contributions, en intégrant pleinement ces jeunes dans les stratégies pour une écologie plus juste et pour tous. Ils ne sont pas juste des participants; ils sont au cœur du changement.

Alors que nous clôturons une exploration des expériences et des défis rencontrés par les jeunes des quartiers populaires dans leur rapport à l'écologie, le prochain chapitre, intitulé "Comment penser notre action ?", se propose de transformer ces récits en une feuille de route pour l'action.

Ce chapitre se propose d'aller au-delà de la critique pour élaborer des principes d'action qui prennent en compte les spécificités et les forces de ces jeunes. En plaçant leurs voix au centre du dialogue sur la justice climatique, nous explorerons comment ils peuvent influencer les politiques et les pratiques, non seulement au niveau local mais aussi à une échelle plus large. Car les défis des jeunes de quartiers populaires des jeunes d'Outre-Mer résonnent aussi avec ceux des jeunes de la ruralité.

COMMENT PENSER NOTRE ACTION?

CHAPITRE 3

Après avoir posé ces constats et ces analyses, il est temps d'ouvrir la porte des solutions. Il n'est pas simple de prioriser les solutions ni les modes d'actions, mais nous tenterons ici de proposer des grands chantiers à plusieurs niveaux :

Une action collective, c'est penser pour peser par le nombre, comme une manifestation ou un boycott.

Une action individuelle, ca peut être le tri, ou gérer sa consommation d'eau.

INSTITUTIONNEL, COLLECTIF, CITOYEN, INDIVIDUEL

D'abord, c'est quoi agir? Par où on commence?

Sur le plan institutionnel, il est nécessaire de travailler en amont sur les causes qui ont créé le problème et à réduire les impacts causés en aval. Par exemple, si les déchets jonchent dans les quartiers c'est d'abord parce que la production de déchets n'est pas contrôlée en amont (i;e. emballages des fruits et légumes), puis le manque de tournées de ramassage des déchets dans les quartiers. Pour y remédier il est nécessaire d'éliminer en amont la production de déchets (i.e. interdiction de vendre des fruits emballés) et de renforcer le service public de ramassage des déchets en investissant dans les services de propreté dans les quartiers et à soutenir les associations citoyennes de ramassage des déchets qui constitue à la fois une action citoyenne et collective. Ces associations peuvent être les relais auprès des habitants pour les informer sur les solutions de tri.

Ensuite, une action, qu'elle soit individuelle ou collective peut être à son tour soit **palliative, soit structurelle.**

Quand elle est **palliative**, elle consiste à réduire l'impact négatif d'un phénomène ou d'un système, par exemple : une association de ramassage des déchets dans les parcs.

Quand elle est **structurelle**, elle cherche à contrer la raison même de l'existence de ces déchets. Plus loin que de les ramasser, elle demandera une solution d'ensemble, comme la réduction des déchets en amont, le renforcement du service public en charge de la propreté et du cadre de vie, plus d'investissements pour le service ou de nouveaux responsables.

DES OURS POLAIRES AUX PANNES DE RER : L'URGENCE D'UNE ÉCOLOGIE ANCRÉE DANS LE QUOTIDIEN DES CITOYENS LES PLUS IMPACTÉS PAR L'INJUSTICE CLIMATIQUE

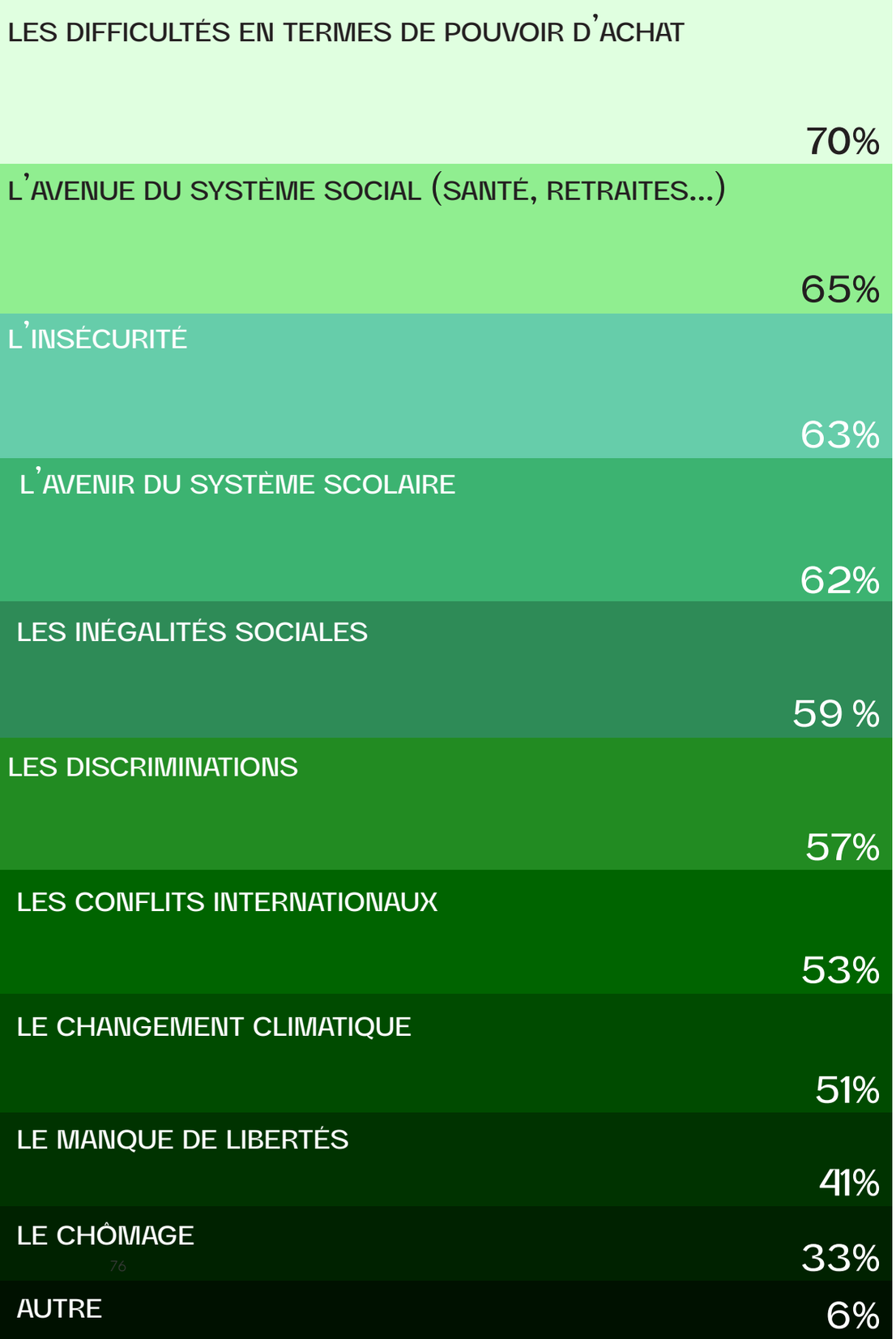
Nos acquis sociaux, un moyen de mobilisation

Dans notre enquête commandée à l'IPSOS (2024) sur les préoccupations des jeunes de quartiers populaires, le changement climatique arrive en 8ème position en tant que tel, mais le système de santé arrive en seconde position des préoccupations des jeunes. Or nous l'avons vu, c'est l'une des discriminations environnementales les plus criantes et un facteur multiplicateur des crises sanitaires. Par ailleurs, la santé touche à la dignité, un sentiment dont de nombreux jeunes se sentent privés en France de par les conditions de vie et la stigmatisation médiatique et qui se matérialise dans la catégorie "discriminations". La santé, la dignité, mais également l'accès à une alimentation saine sont des vecteurs importants de mobilisation.

La santé est un service public qui doit se conformer au principe d'égalité républicaine : chaque Français, partout sur le territoire, doit pouvoir bénéficier d'un accès égal à la santé. Cet axe de travail est d'autant plus important que la loi de modernisation du système de santé de 2016 (loi Touraine) prévoit notamment dans son article 1 " la réduction des inégalités sociales et territoriales et l'égalité entre les femmes et les hommes et à garantir la meilleure sécurité sanitaire possible ". Le combat pour un service public de santé égalitaire et digne est un excellent champ de bataille en ce qu'il recoupe toutes les inégalités énoncées plus tôt. En se penchant sur les urgences sanitaires françaises, on ne tarde pas à retrouver les Outre-Mer : Les conditions climatiques et les retards d'équipements en infrastructures sanitaires y précipitent des risques épidémiques infectieux qui se propagent dans ces espaces[34], mais aggrave aussi certaines difficultés, comme l'accès à l'eau.[35]

34. Par exemple, les Antilles, la Guyane, La Réunion, Mayotte,la Polynésie française et la Nouvelle Calédonie sont régulièrement victimes d'épidémies de maladies à transmission vectorielle comme la dengue, le chikungunya ou le Zika qu'ils ne peuvent pas contenir par manque de moyens. Certains de ces vecteurs, par exemple le moustique tigre, ont récemment fait leur apparition sur le continent européen.

35. 25 % des logements ne sont pas desservis en eau potable dans certaines zones d'outre-mer. À La Réunion, 50 % de la ressource en eau potable provient des eaux souterraines mais c'est à Mayotte que la question de l'eau est la plus prégnante. Plan " Vers une gestion durable de l'eau et de l'assainissement " ministère de l'Environnement, ministère des Outre-mer, 2016



À la question « **Quelles sont les problématiques qui t'inquiètent actuellement ?** »

Enquête Ghett'up menée avec l'IPSOS, Les jeunes des quartiers populaires et l'engagement – Mai 2024

Ici nous choisirons de creuser quelques un des axes de travail qui croisent les grands chantiers de l'écologie et les plus grandes préoccupations économiques et sociales formulées par les jeunes interrogés lors de l'enquête. Il s'agit de la santé, du logement, de la précarité et de la lutte contre les discriminations.

Nos acquis sociaux, un moyen de mobilisation : la santé

Dans notre enquête commandée à l'IPSOS (2024) sur les préoccupations des jeunes de quartiers populaires, le changement climatique arrive en 8ème position en tant que tel, mais le système de santé arrive en seconde position des préoccupations des jeunes. Or nous l'avons vu, c'est l'une des discriminations environnementales les plus criantes et un facteur multiplicateur des crises sanitaires. Par ailleurs, la santé touche à la dignité, un sentiment dont de nombreux jeunes se sentent privés en France de par leurs conditions de vie et la stigmatisation médiatique et qui se matérialise dans la catégorie "discriminations". La santé, la dignité, mais également l'accès à une alimentation saine sont des vecteurs importants de mobilisation.

La santé est un service public qui doit se conformer au principe d'égalité républicaine : chaque Français, partout sur le territoire, doit pouvoir bénéficier d'un accès égal à la santé. Cet axe de travail est d'autant plus important que la loi de modernisation du système de santé de 2016 (loi Touraine) prévoit notamment dans son article 1 « la réduction des inégalités sociales et territoriales et l'égalité entre les femmes et les hommes et à garantir la meilleure sécurité sanitaire possible ». Le combat pour un service public de santé égalitaire et digne est un excellent champ de bataille en ce qu'il recoupe toutes les inégalités énoncées plus tôt. En se penchant sur les urgences sanitaires françaises, on ne tarde pas à retrouver les Outre-Mer : Les conditions climatiques et les retards d'équipements en infrastructures sanitaires y précipitent des risques épidémiques infectieux qui se propagent dans ces espaces[36], mais aggrave aussi certaines difficultés, comme l'accès à l'eau.[37]

36. Par exemple, les Antilles, la Guyane, La Réunion, Mayotte,la Polynésie française et la Nouvelle Calédonie sont régulièrement victimes d'épidémies de maladies à transmission vectorielle comme la dengue, le chikungunya ou le Zika qu'ils ne peuvent pas contenir par manque de moyens. Certains de ces vecteurs, par exemple le moustique tigre, ont récemment fait leur apparition sur le continent européen.

37. 25 % des logements ne sont pas desservis en eau potable dans certaines zones d'outre-mer. À La Réunion, 50 % de la ressource en eau potable provient des eaux souterraines mais c'est à Mayotte que la question de l'eau est la plus prégnante. Plan « Vers une gestion durable de l'eau et de l'assainissement » ministère de l'Environnement, ministère des Outre-mer, 2016

Nos acquis sociaux, un moyen de mobilisation : le logement

La question du logement est également un axe de travail puissant en ce qui concerne la justice climatique. Comme évoqué précédemment, les logements vétustes qui peuplent nos quartiers sont inadaptés au changement climatique et provoquent des risques de santé mais également une atteinte à la dignité dans de nombreux cas. Bailleurs sociaux ou propriétaires privés, l'insalubrité des logements, la moisissure et la mauvaise isolation thermique sont des problèmes omniprésents dans les quartiers populaires, au sens large du terme. Salma en témoignera devant notre caméra, et elle est loin d'être un cas particulier.

Partout en France, le logement digne doit pouvoir être un droit opposable pour tous et, pourquoi pas, un espace de sensibilisation à la préservation de l'environnement. Depuis le 1er janvier 2023, les logements avec une forte consommation d'énergie, appelés « passoires thermiques », sont interdits à la location. Quid des logements mal isolés, rongés par l'humidité et incapable de supporter la chaleur? Le secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) affirme que « certaines études faites sur certains îlots urbains montraient que si 20 % des logements utilisaient des climatiseurs, donc rejettent des calories dans la rue, la hausse de température qui en résulterait pourrait être de l'ordre de + 2°C dans le quartier concerné ». Un cercle vicieux sans fin qu'il faut briser. Ce travail peut très bien s'inscrire dans le Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables, débattu au Sénat à partir du 17 juin 2024 et en attente de l'ouverture de la 17e législature, suite à la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin. Une large campagne autour de cette loi dans le but d'y intégrer de nombreuses propositions défendues par la société civile comme la fondation Abbé Pierre et les usagers telles que :

- Le renforcement de la loi DALO (Droit au logement opposable) qui devrait permettre à toute personne n'ayant pas accès à un logement décent de faire un recours devant les tribunaux pour être relogée. ce droit doit devenir opposable.
- La création d'un fond national pour la réhabilitation des logements dégradés ainsi que des incitations fiscales pour les propriétaires de logements insalubres.
- Une meilleure application de la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain), qui exige que les municipalités disposent d'au moins 20 à 25 % de logements sociaux via une plus grande pression sur les municipalités. Le logement social étant mieux surveillé que l'habitat insalubre des propriétés privées.

L'accès à l'ascension sociale et aux métiers sociétalement valorisés: le levier de l'emploi

Le pouvoir d'achat est la préoccupation principale des jeunes vivant dans des quartiers populaires. Sans surprise, l'emploi et les opportunités économiques sont aussi un enjeu de la justice climatique. Il est évident que l'écologie et les discours de "transition environnementale" doivent se saisir du sujet des discriminations à l'emploi, et donc de la lutte contre le racisme, et offrir à tout un pan de la jeunesse française des opportunités économiques. En rémunérant leur engagement par exemple, en leur offrant des opportunités d'éducation et d'accès à des espaces dont ils sont généralement exclus.

Cet axe de travail est d'autant plus légitime qu'il s'inscrit dans la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 : en plus de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie qui fixe les objectifs de réduction de consommation d'énergie et le développement d'énergies renouvelables, cette loi prévoit également un Plan de Programmation des Emplois et des Compétences (PPEC) qui esquisse une forme de prise en compte de ce sujet. En effet, il ouvre la porte à la possibilité que « les politiques d'emploi, de formation et d'évolution professionnelle pourraient être en cohérence et en synergie avec les objectifs fixés par la transition énergétique et écologique ». **Il s'agirait donc que "les populations les plus défavorisées puissent bénéficier des formations et créations d'emplois liées à la mise en œuvre de la transition écologique" selon une recommandation du CESE.**

Nous souhaitons toutefois alerter sur un biais récurrent concernant les politiques d'insertion des jeunes issus de quartiers populaires. **Nous observons souvent une tendance à rediriger ces jeunes vers des métiers pénibles sans possibilité d'évoluer en termes de classe sociale.** Depuis le plus jeune âge, nos parents nous poussent à poursuivre des études qui nous permettront de nous émanciper de certaines conditions précaires. Ainsi, proposer à des jeunes de quartiers de s'orienter **exclusivement** vers les métiers du BTP vert, c'est donner l'impression de les assigner à leur condition sociale, Pour beaucoup d'entre nous, l'expérience du BTP vécue par nos proches est celle de conditions de travail difficiles, de santé sacrifiée et de faible qualité de vie. Il convient donc aussi pour nous d'alerter sur l'importance de faire du BTP vert un BTP respectueux des vies de leurs travailleurs souvent d'origine immigrés et de leurs conditions de vie en France. Ceci étant également valable pour les secteurs équivalents comme la restauration.

Pour contrer ce problème, il est du devoir de l'école de la République de garantir l'accès à l'information et à la formation des jeunes des quartiers pour qu'ils accèdent à des métiers valorisant et d'avenir. En effet, les premiers jalons de la descrimination à l'emploi sont semés dès l'orientation au collège. Par ailleurs, les associatifs engagés dans l'éducation doivent informer les jeunes des parcours d'études liés aux métiers de l'avenir, en proposant des emplois adaptés aux courtes études aussi bien qu'aux longues études, et de fournir un accompagnement dans l'accès à l'information (et à la formation!). Une considération à mettre en écho avec les inquiétudes autour du système scolaire et de la formation, mais également avec les discriminations qui impactent psychologiquement les jeunes.

Ne pas faire l'économie de la lutte contre les racismes et l'islamophobie

Au-delà du devoir moral, il y a l'exigence de se former sur ces questions pour ne pas reproduire les inégalités raciales. Car il ne suffit pas de ne pas être activement raciste, il s'agit aussi de comprendre pourquoi notre système crée du racisme. Il est aussi de comprendre et de parler du racisme passif. Pour rappel, 8 jeunes sur 10 se sentent déconsidérés dans les médias (dans le sens large des médias) selon notre enquête IPSOS, et beaucoup n'hésitent pas à qualifier l'omniprésence de l'islam, de l'immigration et des stéréotypes sur les quartiers populaires comme une forme de "harcèlement moral". Cette discimination a donc un impact psychologique qui se traduit aussi en sentiment d'illégitimité quand il est intériorisé.

R., 29 ans, vivant à Rosny-sous-bois, disait : *citation à droite*.

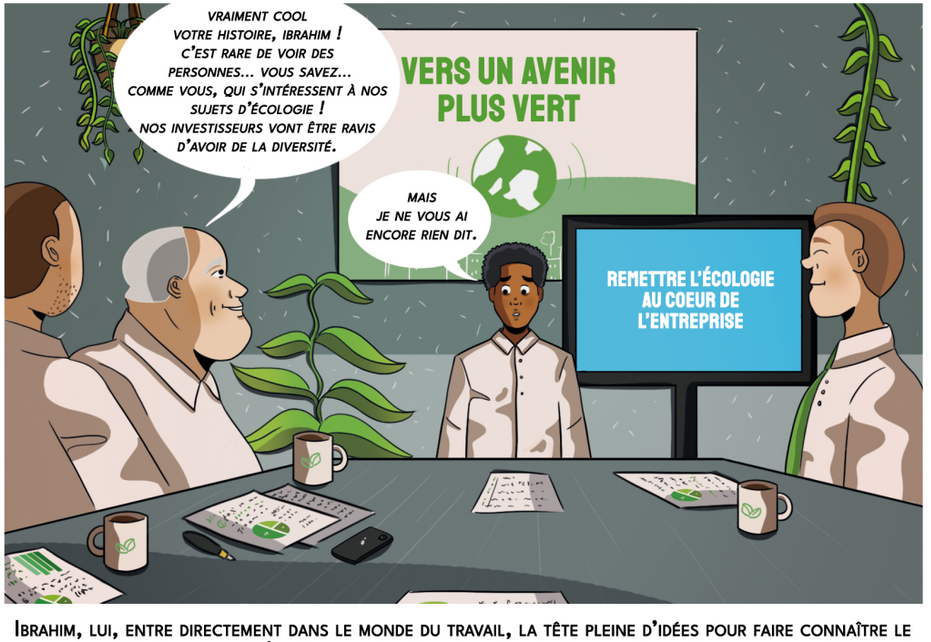
Une des opérations les plus répandues et pratiques à mettre en place à petite échelle sont les "Clean Challenge". Bien qu'elles puissent paraître dépolitisantes, elles jouent un rôle crucial en engageant activement les plus jeunes dans des démarches écologiques tangibles et motivantes, montrant l'impact positif de leurs actions sur leur environnement immédiat. Cependant, il est important de noter que ces initiatives, tout en valorisant l'autonomie et la responsabilité individuelle, peuvent aussi involontairement détourner l'attention de la responsabilité des institutions, en suggérant implicitement que la résolution des problèmes écologiques repose principalement sur les efforts individuels. Malgré cela, à côté de ces actions plus immédiates et personnelles, des formes de mobilisation plus radicales et autonomes ont émergé, reflétant une prise de conscience que l'engagement écologique peut et doit également s'orienter vers des changements structurels et institutionnels.

> **"C'EST L'AMBIANCE UN PEU, QUE LES POLITIQUES ET LES MÉDIAS VÉHICULENT, L'IMAGE DE CERTAINES COMMUNAUTÉS, DE CERTAINES RELIGIONS, C'EST DES TRUCS QUI ME TOUCHAIENT PAS À LA BASE MAIS LÀ ÇA COMMENCE À DEVENIR PESANT, QUAND TU VOIS QUE LES SUJETS DE DISCUSSION EN GÉNÉRAL C'EST NOUS."**
>
> *R., 29 ans*

“Là-bas”: les pays des Suds comme levier d’engagement

La solidarité avec le Sud global est également un puissant levier de mobilisation. La justice est une valeur prégnante pour notre jeunesse. Elle est un prisme d’analyse central pour une génération encore proche du pays d’origine de leurs parents mais aussi de leurs voisins, de leurs amis, des athlètes qu’ils admirent ou des artistes qui les inspirent. La jeunesse des quartiers populaires, comme la jeunesse française, est héritière de l’immigration post-coloniale, qu’elle le conscientise ou non. Dans cette dynamique, **la mise à l’honneur des pratiques culturelles** intrinsèquement écologiques des habitants de quartiers populaires issus de l’immigration post-coloniale représente une opportunité d’élargir les perspectives sur les enjeux écologiques.

Qu’elles soient réalisées sur le territoire français ou dans le pays d’origine, ces pratiques, transmises à travers les parents ou les grands-parents, sont souvent empreintes d’un fort lien à la terre et à la préservation des ressources. **Créer des espaces où ces récits des premières générations peuvent s’exprimer permettrait non seulement de valoriser ces expertises, mais aussi de renforcer un dialogue intergénérationnel** trop souvent absent des débats écologiques actuels. Ces témoignages riches offrent une nouvelle voie pour redéfinir et élargir les imaginaires écologiques au-delà des solutions technocratiques. En créant ces espaces, **nous posons une première pierre à l’édifice d’une écologie véritablement inclusive et enracinée dans la diversité culturelle.**



Ibrahim, lui, entre directement dans le monde du travail, la tête pleine d’idées pour faire connaître le lien entre écologie et pays d’origine. Mais il sent quelque chose de pas net, qui le rendra méfiant : sa personne, ses convictions et son intérêt sont instrumentalisés.

LA RESPONSABILITÉ DES DÉCIDEURS ET DE L’ÉCOLOGIE MAINSTREAM

“Bah qu’ils (les organisations écologistes) ouvrent un peu plus leurs mouvements aux jeunes issus des quartiers. Et que les gens soient plus investis, ça me donnerait envie de m’investir moi aussi. Mais là c’est une minorité qui s’investit quand même. Et aussi que l’État prenne le sujet au sérieux. Là ils esquivent un peu le sujet malgré tout.”
B. 17 ans, habitant de Dijon.

Il est absolument nécessaire de définir nationalement ce que l’on appose derrière ce terme, ainsi que de sortir de l’imaginaire que l’écologie se rapporte à la biodiversité et aux énergies renouvelables.

Auprès des femmes et hommes politiques, l’affaire n’est pas simple. Le travail même de mettre l’écologie à l’ordre du jour n’est pas une affaire conclue. Pour intensifier la “sensibilisation” et obtenir des adhésions de principe, la Fondation Européenne pour le Climat avait monté une opération de formation géante, avec l’installation de chapiteaux sur le parvis de l’Assemblée nationale. Elle proposait trois jours de formation aux enjeux environnementaux pour les députés bénévoles. Sur 577 députés, 113 se sont inscrits, seulement une trentaine étaient présents. L’objectif était d’expliquer les sources et impacts du changement climatique à partir des résultats du rapport du GIEC. Même si nous rêvons de former nos 577 députés à l’injustice climatique, les discriminations environnementales, le racisme environnemental voire l’écologie décoloniale, il convient de déployer nos efforts stratégiquement. Comme le recommande le CESE, nous soutenons l’évolution des méthodes d’évaluation des politiques environnementales avec un prisme socio-économique. **Selon nous, les politiques et mesures pour lutter contre les changements climatiques devraient systématiquement être évaluées en fonction de leur impact sur les 20 % des français les plus pauvres.**

En complément, nous encourageons **la création d’un groupe de travail dédié à la justice climatique** et le déclenchement de commissions d’enquête spécifiquement dédiées aux sujets évoqués dans ce rapport, à l’image de la Commission d’enquête sur l’utilisation du chlordécone et du paraquat, ou encore de la Commission d’enquête sur la gestion des risques naturels majeurs dans les territoires d’outre-mer.

Les enquêtes publiques comme la Révision du Plan de protection de l’atmosphère organisée par le Préfet de la région d’Ile-de-France et le Préfet de Paris portant sur le projet de révision du Plan de Protection de l’Atmosphère (PPA) en île de Île-de-France doivent activement engager les forces locales, les habitants et les associations.

Enfin, la formation est un outil indispensable. **Nous soutenons toute initiative visant à la formation des opérateurs et des agents de l'État.** Les agents du service public, au contact direct avec les citoyens, doivent aussi et surtout être formés aux enjeux de l'écologie inclusive. L'objectif serait d'enrichir les agents publics d'une compréhension fine des liens entre climat, inégalités sociales et discriminations pour améliorer leurs interventions sur le terrain et dans les décisions publiques. Nous proposons également l'intégration d'épreuves spécifiques sur l'intersection des enjeux climatiques, inégalités sociales, et inclusion écologique dans les concours et examens d'entrée de la fonction publique. Cette mesure permettrait de sensibiliser les futurs fonctionnaires dès le début de leur carrière à l'importance de comprendre et d'intégrer une dimension sociale et anti-raciste dans leur prisme d'analyse et leurs modes d'action.

Enfin, il serait également intéressant de renforcer le lien entre service public et associations de proximité. Certains dispositifs existent déjà, tels que la plateforme numérique "La Grande Equipe". Mise en place par l'Agence nationale de la cohésion des territoires, la plateforme veut fédérer les acteurs de la politique de la ville (habitants, élus, associations, entreprises, services des collectivités et de l'État) pour renforcer l'accès à l'information, de favoriser le partage, la mise en réseau et l'émergence de nouvelles communautés d'acteurs au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires. Cette plateforme est très bien réalisée et un outil pertinent, elle est cependant trop peu connue.

Après tout, lors de la COP21 sous présidence française, le Président de la République Française l'avait affirmé clairement dans son discours d'ouverture : **«c'est au nom de la justice climatique que nous devons agir»**,[38] mettant cette notion au centre des débats.

38. Le Bourget, COP21, discours du président de la République en ouverture de la COP21. 30 novembre 2015

INVESTIR DANS NOTRE POUVOIR D'AGIR

L'urgence sociale et économique couplée aux discriminations concentrées dans les quartiers populaires rend l'engagement difficile comme évoqué dans le chapitre 2. Cette citation du sociologue et militant associatif de renom, Saïd Bouamama, résume toute cette question: "Avoir vingt ans dans les quartiers populaires c'est objectivement, pour la majorité des jeunes, être dépossédé du droit à la projection et être assigné à une temporalité de l'immédiat".Il est donc évident que pour surmonter les obstacles à l'engagement, il est nécessaire d'adapter les stratégies de mobilisation.

Dans les quartiers populaires, le capital culturel en politique n'est pas une priorité de l'éducation nationale, et les familles précaires n'ont généralement ni le temps ni les ressources nécessaires à la transmission de ce capital. Il se fait généralement par l'expérience, par l'engagement, par une rencontre chanceuse ou par une détermination particulière. La réappropriation des outils démocratiques est donc cruciale pour renforcer l'engagement des jeunes et des communautés dans les processus décisionnels locaux. Trop souvent, les habitants ignorent qui sont leurs bailleurs sociaux, conseils syndicaux, ou élus municipaux, ou comment les joindre pour faire monter leurs revendications. L'accès à l'information, et surtout au plaidoyer, est limité.

Pour cela, il est essentiel de vulgariser l'accès à l'information et de sensibiliser à l'existence des associations et institutions capables de soutenir ces revendications, tout en prenant en compte les enjeux de temps et d'espace. Il est donc aussi impératif de maintenir les financements de la politique de la ville pour les structures ultra locales. Face à la montée de l'extrême droite, ces financements sont en danger. Il s'agit également de rediriger d'autres enveloppes vers ces territoires pour soutenir l'effort d'éducation populaire et le renforcement de mouvements locaux capables d'être des interlocuteurs pour le mouvement climat.

Des initiatives comme Le Next Level, l'institut Alinsky ou encore Destins Liés, qui forment à l'organisation communautaire, sont inspirantes. Elles visent à partager des méthodes d'organisation pour créer des mobilisations citoyennes sur un territoire donné, et renforcer la mobilisation syndicale et l'action collective, afin d'obtenir des victoires.

Les acteurs de changement ne manquent pas dans les quartiers, comme le démontre ce rapport, contrairement à l'idée largement véhiculée. Ces 'ciments' de la communauté, habituellement des grands frères, des pères ou des mères connus de tous dans le quartier, sont celles et ceux qui tentent de maintenir le lien social, de préserver l'ordre et la bonne entente, de pousser les jeunes vers l'engagement et vers les études, le travail. Ces acteurs sont particulièrement ancrés dans la communauté, mais bien souvent eux-mêmes éloignés du système politique traditionnel.

> **LA PREMIÈRE CAUSE QUI EMPÊCHE LES JEUNES DE S'ENGAGER EST LE MANQUE DE TEMPS, LA DEUXIÈME EST QU'ILS "NE SAVENT PAS COMMENT FAIRE" ET LA TROISIÈME EST QU'ILS NE "S'EN SENTENT PAS CAPABLES"**
>
> *"À la question pour ceux qui ne se sentaient pas engagés : quel est le frein principal pour vous ?" (sondage Ipsos - Ghett'Up, 2024).*

Il apparaît alors primordial pour les acteurs traditionnels de l'écologie de se connecter activement aux associations et acteurs locaux, de passer à travers eux, de collaborer et d'être dans une démarche d'échange équivalent de savoirs et bonnes pratiques : ce sont eux qui sont les plus à même de mobiliser efficacement. Ils possèdent les codes, le réseau local ainsi que la proximité avec les jeunes. Identifier et soutenir l'identification de ces "community champions" permettrait de les soutenir dans leur effort de structuration et de financement, ainsi que dans leur démarche de plaidoyer. Une cérémonie pour récompenser un ou plusieurs acteurs et leur offrir de la visibilité leur allouer un budget annuel et un accompagnement stratégique pour la réalisation d'un projet dans leur espace de vie. Le programme "Les Nouvelles Voix" est un bon exemple de mise en lumière et accompagnement d'acteurs locaux pour qu'ils deviennent des interlocuteurs à part entière.

En complément, pour gagner en autonomie et efficacité, pour soutenir les projets qui nous ressemblent et participer à l'émergence de plus de voix, il apparaît indispensable à terme de créer des fondations, des fellowships[39] qui émanent de ces populations et de ces territoires.

39. Un fellowship est un programme de soutien, souvent financé par une institution, une fondation ou une organisation, destiné à des individus talentueux ou prometteurs dans un domaine spécifique. Les bénéficiaires, appelés "fellows", reçoivent généralement des ressources, comme une bourse, un mentorat, une formation, ou un réseau professionnel, pour les aider à développer des projets, à acquérir des compétences, ou à mener des recherches.

L'idée n'est pas de s'opposer aux institutions préexistantes, mais plutôt d'être en capacité d'accompagner et d'encourager cet élan. Equinox, ENAR ou encore Systemic Justice sont des programmes et fonds de dotation créés par des communautés marginalisées grâce à des financements européens.

Enfin, nous encourageons la multiplication d'espaces de dialogue : Ces espaces devraient permettre aux militants, notamment ceux peu sensibilisés aux questions de racisme et de discriminations sociales, de s'exprimer sur leurs inconforts et questionnements sans jugement. L'objectif est de déconstruire les biais tout en instaurant une atmosphère de confiance. L'inclusion d'outils pédagogiques d'antiracisme politique, comme ceux développés par le syndicat Sud Education 93, initialement dispensées aux professeurs volontaires, serait essentielle pour sensibiliser les militants aux réalités vécues par les habitants des quartiers populaires. Le mentorat, les binômes de réflexion et groupes de travail thématiques interassociatifs peuvent être des idées à approfondir.

En somme, il s'agit ici de soutenir la construction d'une stratégie de plaidoyer et de mobilisation portée par les jeunes de quartiers populaires et de milieux précaires pour investir ces questions partout, avec tous les outils et les moyens nécessaires: A l'école, à l'université, sur ses réseaux sociaux, au sein d'une grande ONG, d'un parti politique, dans son quartier, dans sa ville, dans sa municipalité, dans les médias, auprès de son entourage, à travers un choix de carrière, à travers un engagement militant, à travers des actions quotidiennes ou en créant une entreprise. L'espoir de ce rapport est aussi d'associer le maximum de forces pour nous aider à défricher toutes les manières dont nous pouvons agir et, nous aussi, prendre notre place dans ce combat universel.

Dans cette partie, nous avons cité quelques noms, mais ils ne représentent qu'une partie de la richesse d'initiatives inspirantes qui agissent chaque jour pour une justice climatique et sociale. Le mouvement est large, et on tient à saluer toutes les associations du maillage territorial qui oeuvrent pour, et avec les quartiers populaires.

À travers une méthodologie scientifiquement robuste nous avons capté les voix, les expériences et les espoirs de notre jeunesse: des histoires de résilience, d'innovation et de lutte pour un avenir meilleur.

"L'écologie ne doit pas être un privilège, mais un droit pour tous" souligne un jeune interviewé. La clé du changement réside dans l'union des forces. Les jeunes des quartiers populaires doivent être soutenus par des politiques publiques inclusives, des ressources adéquates et une reconnaissance de leurs efforts. Nos échanges, tant avec les jeunes que les expert.e.s, mais aussi notre expérience personnelle au sein de GHETT'UP, nous a permis de constater un principe fort : la justice climatique sera collective ou elle ne sera pas. Mais pour qu'une véritable force de groupe émerge, celle-ci doit venir de tous les fronts et prendre en compte les singularités de chacun. Nous devons rompre avec les logiques d'affichage exercées par certaines figures de l'écologie selon lesquelles le rôle que nous avons à jouer se limite à de la participation, voire de la figuration et consacrer une nouvelle génération climat.

"Nous ne sommes pas les victimes passives de la crise climatique ; nous sommes les bâtisseurs d'un avenir durable."

Les jeunes des quartiers populaires vivent au quotidien les conséquences de politiques environnementales injustes. Ils respirent un air plus pollué, ont moins accès aux espaces verts, et sont souvent éloignés des ressources nécessaires pour mener une vie saine. Mais face à ces défis, ces jeunes développent des solutions créatives et pratiques pour améliorer leur environnement. Que ce soit à travers des initiatives locales, des pratiques écologiques intégrées à leur quotidien ou des actions collectives, ils montrent une capacité incroyable à transformer l'adversité en opportunité et surtout: un potentiel immense pour l'écologie.

"Nous sommes la génération qui transformera la crise en opportunité, l'injustice en équité, et l'exclusion en inclusion" affirme une jeune militante de Seine-Saint-Denis. Il est temps de reconnaître que les jeunes des quartiers populaires sont au cœur de la solution pour une justice climatique réelle. Ils ne sont pas les problèmes à résoudre, mais bien les acteurs de changement à valoriser.

Ce rapport est un manifeste pour une écologie populaire, une écologie qui embrasse toutes les voix et toutes les vies. Comme le dit l'un des jeunes leaders rencontrés : **"L'écologie, ce n'est pas seulement planter des arbres ; c'est aussi planter des graines d'espoir dans le cœur de chaque jeune des quartiers populaires."** En écoutant, en soutenant et en valorisant ces voix, nous pouvons transformer notre société et créer un avenir où chacun peut prospérer.

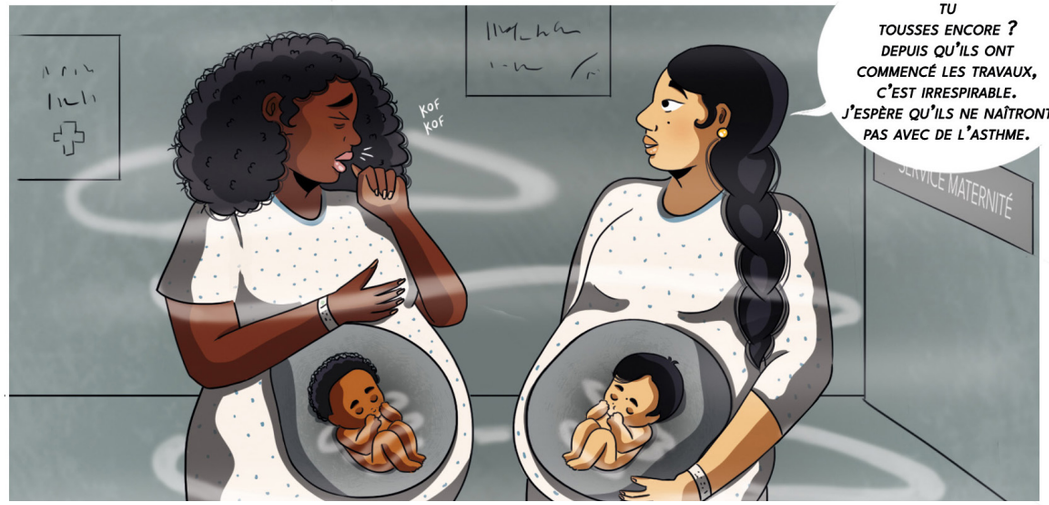
C'EST ENSEMBLE QUE NOUS FERONS DE LA JUSTICE CLIMATIQUE UNE RÉALITÉ.

"NOUS SOMMES DES RÉLOVUTIONNAIRES, UN JOUR ON LÈVE LE POING, UN JOUR ON FORME UN CŒUR AVEC LES DOIGTS"

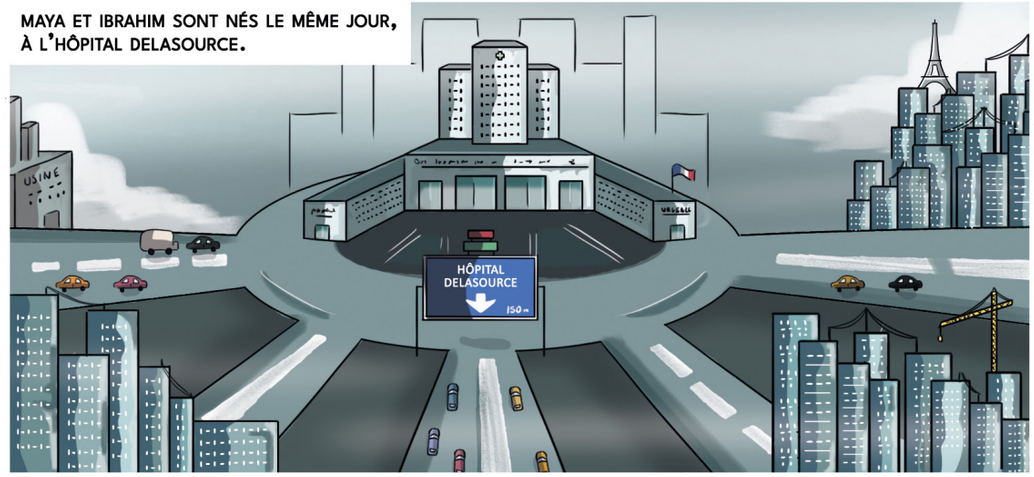
Médine

INJUSTICE CLIMATIQUE EN IMAGES

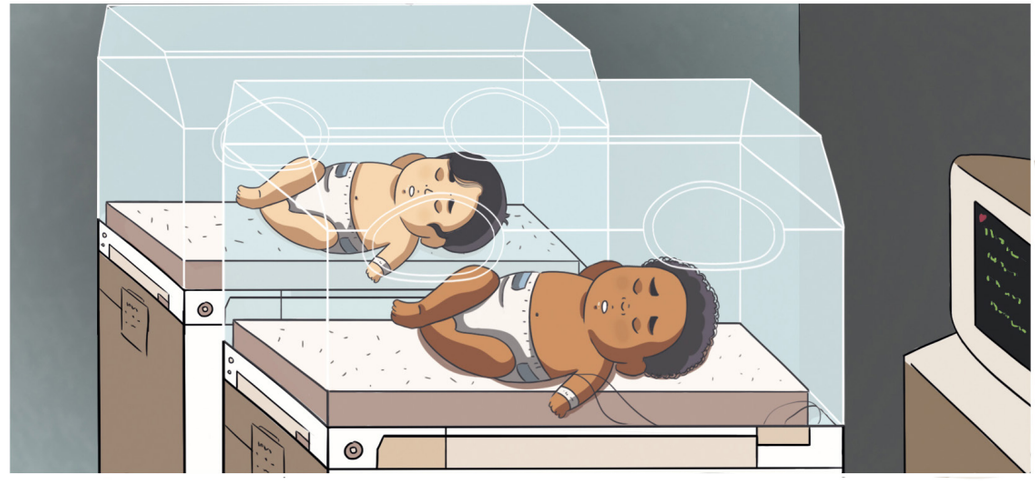
POUR LES GRANDS ET LES MOINS GRANDS



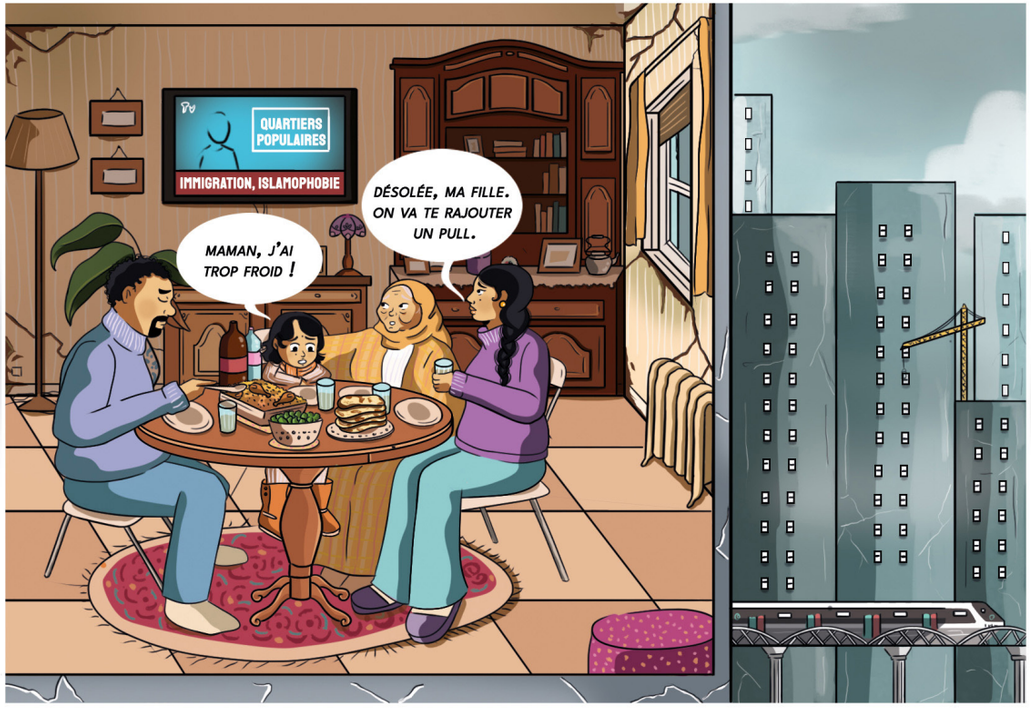
MAYA ET IBRAHIM SONT NÉS LE MÊME JOUR, À L'HÔPITAL DELASOURCE.



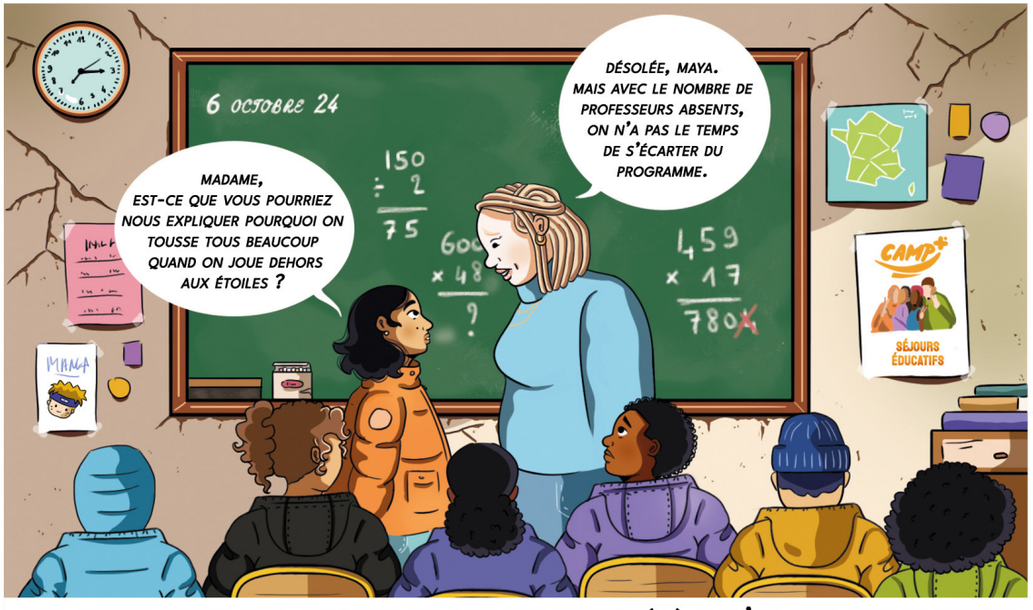
ILS VIENNENT DE NAÎTRE, ET POURTANT, EN NAISSANT À CET ENDROIT PRÉCIS, LEURS DESTINS SONT DÉJÀ LIÉS. COMME SI ON LES PRÉPARAIT AUX INÉGALITÉS.



MAYA GRANDIT À LA CITÉ DES ÉTOILES, AUPRÈS DE SES PARENTS ET DE SA GRAND-MÈRE. LES CONDITIONS PARTICULIÈRES DE SA NAISSANCE CONTINUENT DE MARQUER SA VIE À LA MAISON.

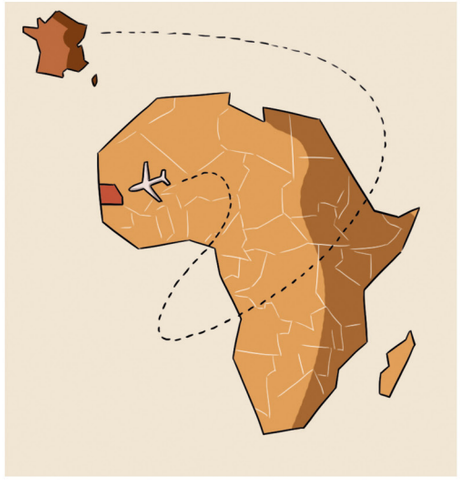


AU QUARTIER, L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ EST ASSEZ RESTREINT. ENCORE FAUDRAIT-IL QU'IL Y AIT DU CHOIX. ALORS, LES HABITANTS FONT SOUVENT FACE AU MÊME DILEMME.



MAYA GRANDIT, IBRAHIM AUSSI, ET ILS SONT TOUJOURS PLUS CONFRONTÉS À CE QU'EST LA VIE DANS UN QUARTIER POPULAIRE. NE TROUVANT PAS SES RÉPONSES À LA MAISON, MAYA SE TOURNE VERS LE COLLÈGE.

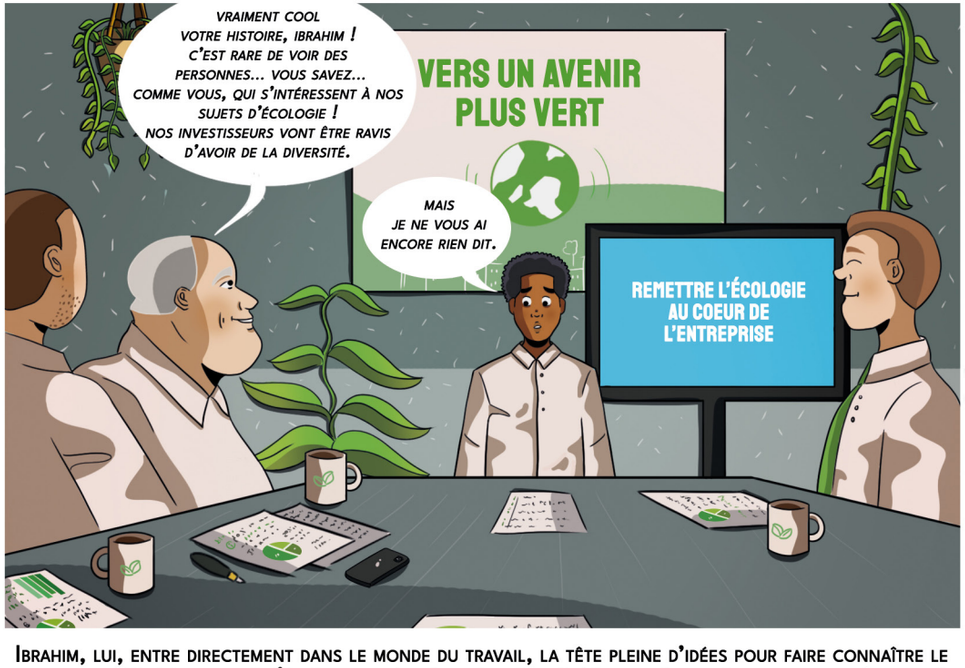
APRÈS LES COURS, IBRAHIM ET MAYA DÉCOUVRENT, EN MÊME TEMPS QUE LE RESTE DE LA PLANÈTE, L'AMPLEUR DE LA CATASTROPHE NATURELLE EN LYBIE, LA TEMPÊTE DANIEL.



C'EST LES VACANCES D'ÉTÉ, ET IBRAHIM ET SON PÈRE DÉCIDENT DE RENTRER AU SÉNÉGAL. LA VIE À LA CAMPAGNE, CE N'EST PAS TROP SON TRUC, MAIS IL EST CONTENT D'EN APPRENDRE PLUS SUR SA FAMILLE ET SES ORIGINES. POUR LUI, C'EST UN RETOUR AUX SOURCES.

CHEZ MAYA, C'EST LE GRAND MÉNAGE D'ÉTÉ. ILS RANGENT, ILS TRIENT, ET SURTOUT, ILS PRÉPARENT LES VÊTEMENTS À ENVOYER À LEURS COUSINS, AU PAKISTAN. ICI, LA GÉNÉROSITÉ, LE TRI ET LE RECYCLAGE SONT DES PRATIQUES QUI SE TRANSMETTENT DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION.

ENTRÉE À L'UNIVERSITÉ, MAYA SE HEURTE À L'INDIFFÉRENCE DES MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES ÉTUDIANTS, QU'ELLE VOULAIT REJOINDRE AVEC IMPATIENCE. LÀ OÙ ELLE ESPÉRAIT TROUVER DU SOUTIEN POUR SES COMBATS, ELLE DÉCOUVRE UN REJET INATTENDU.



IBRAHIM, LUI, ENTRE DIRECTEMENT DANS LE MONDE DU TRAVAIL, LA TÊTE PLEINE D'IDÉES POUR FAIRE CONNAÎTRE LE LIEN ENTRE ÉCOLOGIE ET PAYS D'ORIGINE. MAIS IL SENT QUELQUE CHOSE DE PAS NET, QUI LE RENDRA MÉFIANT : SA PERSONNE, SES CONVICTIONS ET SON INTÉRÊT SONT INSTRUMENTALISÉS.

UN AN PLUS TARD

AUJOURD'HUI EST UN JOUR SPÉCIAL POUR IBRAHIM ET MAYA. ET POUR L'OCCASION, ILS ONT VOULU LE CÉLÉBRER AVEC TOUS LES HABITANTS DU QUARTIER.

LEURS DESTINS, SIMILAIRES DÈS LA NAISSANCE, S'ENTREMÊLENT ENFIN. MAYA ET IBRAHIM ONT DÉCIDÉ DE SE REPRÉSENTER EUX-MÊMES, DE REPRÉSENTER LE QUARTIER, LEURS PRÉOCCUPATIONS, POUR QUE L'ÉCOLOGIE DEVIENNE L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE. ICI, C'EST UN LIEU POUR TOUS, UN ESPACE POUR SE RASSEMBLER ET POUR AMÉLIORER LE QUARTIER. CAR L'ÉTAPE D'APRÈS, C'EST D'AMÉLIORER LE MONDE.

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Arnaud, M. (2021). *“ L’éducation relative à l’environnement à l’épreuve du vécu des classes populaires en France ”*, Éducation relative à l’environnement [En ligne], Volume 16 - 1.

Ayari, Y. (2013). *Banlieues vertes : faire converger le social et l’écologie dans les quartiers populaires. Paris: Les points sur les i.*

Belmallem, R. (2021). *Penser l’écologie depuis les quartiers populaires : enjeux politiques de l’impact du Front de Mères au sein du champ écologique.*

Bookchin, M. (2003). *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté. Paris: Éditions de l’Échappée.*

Carbon Neutral Cities (2023). *A Community-Led Approach to Climate Justice: A Case Study in Collaborative Partnerships for Climate Ready and Resilient Communities.*

Comby, J. (2015). *“ À propos de la dépossession écologique des classes populaires ”*, Savoir/Agir, (N° 33) (3), 23-30.

Ferdinand, M. (2019). *Une écologie décoloniale: Penser l’écologie depuis le monde des marges. Paris: Seuil.*

Fondation Abbé Pierre. (2024). *L’état du mal-logement en France.*

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2022). *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. IPCC.*

Keucheyan, R. (2014). *La nature est un champ de bataille. Paris: La Découverte.*

Ouassak, F. (2020). *“ Quartiers populaires, conscientisation écologique et libération ”, Après-demain, (N° 53, NF).*

Ouassak, F. (2020). *Pour une écologie pirate. Paris: La Découverte.*

Observatoire Terre-Monde (2024). *Plurivers 1 : Décoloniser le changement climatique.*

Smith, B.M. (1994). *‘Ethics, The Legacy of the Reverend Doctor Martin Luther King, Jr., and the Movement Toward Environmental Justice’*, Environmental Law Journal.

Sud éducation 93 (2023). *Entrer en pédagogie antiraciste.*

Union of Justice (2024). *What’s race got to do with it?.*

LETTRE TYPE À ENVOYER AUX DÉPUTÉS, ÉLUS, RESPONSABLES POLITIQUES

À l'attention de [Nom du député/élu],
[Adresse du bureau parlementaire ou de l'élu]
[Code postal, Ville]

Monsieur/Madame le/la Député(e),

J'espère que vous allez bien?
Je vous adresse cette lettre en tant que citoyen(ne) préoccupé(e) par l'absence de prise en compte des dimensions sociales, raciales et économiques dans les politiques écologiques actuelles. Dans un contexte d'urgence climatique, il est impératif de repenser la transition écologique à travers une approche plus inclusive et socialement équitable, prenant réellement en compte les quartiers populaires, les zones rurales et les Outre-Mers, souvent les plus touchés mais aussi les moins impliqués dans les décisions politiques.

Formation des élus : un outil indispensable

Les politiques publiques doivent refléter les réalités de **toutes** les populations françaises. Il est impératif que n**os dirigeants politiques, députés, ministres, maires et élus** soient formés aux **enjeux environnementaux et sociaux**, en intégrant les concepts d'antiracisme et de de déconstruction des biais.

Je vous propose d'initier **une formation obligatoire pour les élus,** dispensée par des experts en climat, sociologie, économie et sciences sociales, qui aborderait des thématiques telles que :

- Les racines du **racisme institutionnel** et la déconstruction des biais ;
- Les comparaisons d'empreintes carbone selon les classes sociales ;
- Les leviers d'actions prioritaires (logement, emploi, racisme, espace médiatique)
- L'importance de nouveaux récits pour soutenir une transition juste.

Création d'un groupe de travail ou d'une commission d'enquête dédié à l'écologie populaire

Par ailleurs, je vous invite également à soutenir la création d'un **groupe de travail ou d'une commission d'enquête parlementaire** spécifiquement dédiée à l'écologie populaire par territoires. Ce groupe de travail pourrait contribuer à définir des **recommandations politiques ambitieuses et mener des analyses approfondies,** intégrant l'écologie dans toutes les décisions politiques et assurant que cette transition bénéficie à l'ensemble de la population et soit adaptée, sans exception.

Pour approfondir cette réflexion et mieux comprendre les enjeux spécifiques des jeunes issus des quartiers populaires, je vous encourage vivement à consulter le rapport de Ghett'up intitulé *" (in)justices climatiques : pour une transition écologique inclusive "*. Ce rapport fournit des données précises et des analyses approfondies sur les moyens de rendre l'écologie actuelle accessible et mobilisatrice pour tous. L'équipe de Ghett'up se tient également à votre disposition pour répondre à vos questions et échanger sur les actions à mettre en place. Vous pouvez les contacter directement via leur site ou leur adresse email : sarahmaria@ghettup.fr.

En espérant que vous partagerez cette vision pour une écologie plus inclusive et plus juste, je vous prie d'agréer, Monsieur/Madame le/la Député(e), l'expression de mes salutations distinguées.

[Votre nom]

MÉTHODOLOGIE D'ENQUÊTE : LA RECHERCHE PIRATE

Conception de l'étude

Notre travail de recherche s'est effectué à travers une méthodologie d'enquête rigoureuse basée sur le modèle académique, toujours dans la mesure du possible, et supervisé par un comité de chercheurs accrédités de différentes universités.

L'enquête s'est déroulée en deux temps, avec une première phase de pré-enquête exploratoire, qui a permis d'affiner nos problématiques de recherche et d'identifier les terrains qui allaient être mobilisés, puis une phase d'enquête de deux ans, depuis 2021, qui nous a permis de déterminer quelles étaient les typologies d'engagement investies par les jeunes rencontrés, les raisons qui motivent cet engagement et les freins rencontrés.

Des personnes aux profils divers ont été mobilisées pour mener les entretiens afin d'intégrer des modes de lecture et d'analyse divers. Ces personnes, pour beaucoup éloignées du monde universitaire et dans un souci d'inclusion, ont été formées dans le cadre d'ateliers menés par des chercheurs, ateliers qui ont donné lieu à un guide d'enquête "Comment conduire un entretien?".
Nous avons rencontré 70 personnes dans des entretiens semi-directifs et plus de 100 en intégrant les personnes mobilisées dans les ateliers et focus-groups organisés autour de l'enquête. Ce travail quantitatif s'est accompagné d'une enquête statistique menée en collaboration avec l'IPSOS sur un échantillon de 1000 jeunes autour des thématiques abordées dans notre autre rapport sur l'engagement des jeunes de quartiers populaires, y compris la justice climatique.

Echantillonnage

Dans le cadre de cette enquête, nous avons rencontré 70 personnes dans des entretiens semi-directifs et plus de 100 en intégrant les personnes mobilisées dans les ateliers et focus-groups organisés autour de l'enquête. Les 70 personnes rencontrées dans le cadre d'entretiens sont toutes issues de ou vivant dans un quartier populaire. 60 d'entre elles ont entre 15 et 30 ans, les 10 autres, engagées de longue date dans les quartiers populaires, ont plus de 30 ans et ont été consultées au titre "d'expert.e". Sur ces 70 personnes, 38 sont des hommes, 32 sont des femmes. La majorité d'entre eux est issue de la région parisienne, de 24 villes différentes, 12 étant située en petite couronne et 12 en banlieue plus éloignée. La majorité des jeunes rencontrés sont scolarisés, au collège, au lycée, à l'université ou en instituts universitaires de technologie. Quelques-uns des jeunes rencontrés ont arrêté leurs études après l'obtention de leur baccalauréat pour s'insérer dans la vie active, non sans difficultés.

Dès le début de cette enquête, nous avons eu un impératif de représentativité, tout en sachant qu'aucun échantillon ne serait suffisamment représentatif de la réalité hétérogène et complexe qui traverse les quartiers populaires. Nous avons toutefois attaché une attention particulière à "atteindre"

des jeunes qui ne gravitent pas dans l'écosystème associatif auquel nous appartenons. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur des ressources issues des entourages des membres engagés au sein de l'association. Nous sommes ensuite passés par les réseaux sociaux pour rencontrer de nouvelles typologies de personnes à interroger. Nous sommes toutefois conscients que le statut de la majorité des jeunes rencontrés, qui sont pour l'écrasante majorité insérés socialement, soit en parcours scolaire ou dans une démarche professionnelle, demeure un biais et ne permet pas de rendre compte de l'ensemble des réalités qui définissent l'engagement des jeunes dans les quartiers populaires.

Collecte de données

Les données furent recueillies entre 2021 et 2023, à travers plusieurs méthodes complémentaires. Cette recherche utilise une méthodologie mixte, combinant des approches qualitatives et quantitatives pour comprendre l'engagement des jeunes des quartiers populaires vis-à-vis de la justice climatique. Cette approche intégrée permet de trianguler les données et de fournir une compréhension plus holistique et nuancée des phénomènes étudiés.

Nous avons opté en priorité pour des entretiens approfondis, semi-directifs, avec 42 questions réparties en quatre thématiques : éléments biographiques / rapport au quartier / perception de soi / définitions et sémantique (sur la culture, la justice climatique, éducation, accès aux droits).

Ce travail quantitatif s'est accompagné d'une enquête statistique menée en collaboration avec l'IPSOS sur un échantillon de 1000 jeunes autour des thématiques abordées dans notre autre rapport sur l'engagement des jeunes de quartiers populaires, y compris la justice climatique. Le rapport ayant vocation à être une source de données sur l'engagement des jeunes, il s'agit de l'appréhender, le connaître, mais aussi de quantifier et avoir des chiffres reconnus et légitimés afin de pouvoir les utiliser dans le cadre du travail de plaidoyer.

L'analyse documentaire fut aussi une partie non négligeable de nos recherches afin de comprendre les enjeux de justice climatique dans d'autres pays soumis aux mêmes problématiques et discriminations sociales que chez nous. Nous avons effectué une analyse documentaire extensive pour contextualiser les témoignages recueillis. Cette analyse a porté sur des rapports gouvernementaux, des études universitaires, des articles de presse, et des publications d'organisations non-gouvernementales traitant de la justice climatique, des pratiques environnementales et des conditions de vie dans les quartiers populaires, ou chez les minorités racisées d'ordre général.

Enfin, dans une moindre mesure que les autres méthodes, nous avons également réalisé de l'observation participante en participant à divers événements communautaires et réunions pour observer directement les interactions et les engagements des jeunes dans leurs contextes naturels. Cette immersion enrichit notre compréhension des pratiques et défis quotidiens des participants.

Analyse de données

L'analyse a permis de déconstruire certains biais des chercheurs eux-mêmes, de valider certaines hypothèses et d'approfondir nos intuitions. Nous avons usé de plusieurs méthodes :

D'abord la synthèse documentaire. Les informations tirées de l'analyse documentaire ont été synthétisées pour enrichir et contextualiser les données primaires, permettant une compréhension plus complète des enjeux de la justice climatique dans les quartiers populaires en amont et en parallèle des entretiens.

Ensuite vint la retranscription et le codage, avec les entretiens et les discussions qui furent transcrits verbatim, c'est-à-dire mot pour mot. Un codage thématique a ensuite été appliqué pour identifier les thèmes et constats récurrents dans les discours des participants.

Suite à ça, une analyse thématique de ces codages, pour mettre en lumière les principaux enjeux, perceptions et formes d'engagement relevés au sein des quartiers populaires. Nous avons comparé cela à nos propres hypothèses et à l'analyse documentaire effectuée pour en tirer des constats, des répétitions et des approfondissements.
Nous avons aussi procédé à une triangulation des données, pour renforcer la fiabilité et la validité des résultats. Les données obtenues par différentes méthodes et auprès de divers participants ont été croisées et comparées.

Considérations éthiques

Des considérations éthiques strictes ont été respectées tout au long de cette recherche. Tous les participants ont été informés de la nature, des objectifs et des implications de l'étude avant de donner leur consentement oral enregistré, assurant ainsi un consentement éclairé et une possibilité de rétractation. Pour protéger l'identité des participants, les données personnelles ont été anonymisées et les résultats présentés dans ce rapport sont dépourvus d'éléments permettant d'identifier les individus.

Les chercheurs ont adopté une posture de respect et de sensibilité culturelle envers les cultures et les contextes des participants, en veillant à ce que les questions et les interactions soient menées de manière éthique et respectueuse. Une formation fut dispensée aux jeunes ayant aidé sur les entretiens pour s'assurer du suivi du code de conduite en recherche. Nous avons également mis un point d'honneur à rencontrer les participants dans des espaces dans lesquels ils se sentent en sécurité, en environnement connu.

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), toutes les données personnelles collectées ont été traitées avec le plus grand soin. Les participants ont été informés de leurs droits concernant leurs données personnelles, y compris le droit d'accès, de rectification et de suppression de leurs informations. Les données ont été stockées de manière sécurisée, et seules les personnes autorisées y ont eu accès. Les informations recueillies ne seront utilisées qu'à des fins de recherche et de diffusion par Ghett'Up, conformément aux exigences du RGPD.

GLOSSAIRE

Développement durable : Mode de développement qui devrait répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il s'appuie sur trois piliers : l'économie, l'écologie et le social, en cherchant un équilibre entre ces dimensions. Le problème, c'est que le développement durable ne s'affranchit pas du modèle économique capitaliste, alors qu'il est au coeur du problème.

Ecologie coloniale : L'idée que les processus d'appropriation de l'environnement seraient liés à l'exploitation et la domination des peuples indigènes, de leurs territoires ancestraux et de leurs cultures traditionnelles.

Éco-geste : Geste simple et quotidien, qui permet de limiter son impact environnemental. Par exemple, éteindre la lumière en sortant d'une pièce est un éco-geste.

Expropriation : Opération tendant à priver, contre son gré, un propriétaire foncier de sa propriété.

Extractivisme : Politique ou pratique économique consistant à extraire massivement des ressources naturelles (minerais, pétrole, gaz, bois, etc.) d'un territoire, souvent au détriment des populations locales et de l'environnement. Ce terme est souvent lié à la critique du néocolonialisme.

Ghettos de Nanterre : En 1962, à Nanterre (Hauts-de-Seine), 1500 ouvriers immigrés célibataires et 300 familles vivaient regroupés dans les bidonvilles de la Folie, sans eau ni électricité. Une centaine de campements similaires peuplaient alors l'Île-de-France.

Impérialisme : Politique par laquelle un pays étend son influence et son pouvoir sur d'autres pays par des moyens politiques, économiques et militaires.

Inégalités structurelles : Des inégalités qui sont le résultat des normes, des politiques et des pratiques institutionnelles, soit du système dans lequel on évolue. Elles sont systématiques et enracinées dans la structure de notre société et favorisent certains groupes, souvent de manière implicite.

Justice climatique : Vise à limiter voire à réduire l'accroissement des inégalités dues au changement climatique. La particularité du mouvement en faveur de la justice climatique, c'est qu'il dénonce la surexposition aux risques du changement climatique, mais également l'existence préalable de difficultés sociales qui rendent les classes populaires plus vulnérables.

Justice sociale : La garantie d'une égalité des droits pour toutes et tous et le droit à chacune et chacun de bénéficier du progrès économique et social à l'œuvre au sein de la société. C'est aussi l'assurance que chacun puisse acquérir son autonomie, qu'elle soit physique, économique, sociale ou politique.

Mainstream : Terme anglais qui désigne ce qui est d'actualité ou à la mode, et qui influe une grande partie de la population sur la manière de consommer. Lorsqu'on parle de médias mainstream, on désigne l'ensemble des médias conventionnels ou dominants. En 2022, selon l'économiste Julia Cagé, 9 milliardaires possédaient plus de 80% des médias en France.

Marche des Beurs : Aussi appelée la Marche pour l'égalité et contre le racisme, il s'agit d'une marche antiraciste qui a eu lieu en France entre le 15 octobre 1983 et le 3 décembre 1983. Cette marche pacifiste est née à la suite de violents affrontements entre la police et les jeunes du quartier des Minguettes à Vénissieux, dans la banlieue de Lyon.

Néocolonialisme : Nouvelle forme de colonisation menée par des pays qui imposent leur domination sur d'autres pays anciennement colonisés. Cette politique impérialiste peut utiliser plusieurs méthodes d'influence pour l'intérêt du pays dominant ainsi que celui de ses entreprises.

Racisme environnemental : Concept selon lequel les communautés marginalisées, souvent racisées, sont disproportionnellement affectées par les problèmes environnementaux. Ces groupes subissent davantage la pollution, l'accès restreint aux ressources naturelles et la dégradation de leur environnement, du fait de politiques qui favorisent d'autres populations ou intérêts économiques.

Transition écologique : Transformation progressive des systèmes économiques, sociaux et industriels pour réduire l'empreinte environnementale et répondre aux défis du changement climatique, de la biodiversité et des ressources naturelles.

Merci à The Girl in Yellow pour les illustrations du rapport, et à Sophia Aroui pour la mise en page.

(In)justice climatique : Récits et analyses d'habitants de quartiers populaires pour une écologie populaire, politique et inclusive

Publié par : Ghett'up
Coordination éditoriale : Sarah-Maria Hammou, Sophia Arouche
Rédaction : Sarah-Maria Hammou
Relecture : Yamina Saheb, Inès Seddiki
Conception graphique et mise en page : Sophia Aroui, Ihsane Jamaleddine
Illustrations et photographies : The Girl in Yellow, Ihsane Jamaleddine
Date de publication : Octobre 2024
Lieu de publication : Saint-Denis, France
ISBN : 978-2-9596227-0-0